

Lettre 63 – Août 2023



Août est une période creuse pour les échanges entre cercles de silence, qui si tiennent ou pas. Mais c'est une période d'intense activité pour les migrants et en particulier ceux qui arrivent par la mer, car la saison est plus favorable. Si l'on prend du recul, dans une dizaine de millions d'années, la méditerranée n'existera plus car l'Afrique avance vers l'Europe (en passant dessous) et dans 650 000 ans, on passera à pied sec

du Maroc à l'Espagne : le détroit de Gibraltar sera alors fermé (ce qui a déjà eu lieu il y a 5 millions d'années !). Entre la Libye et la Crête aura surgit une montagne, de même qu'entre l'Italie du sud et la Tunisie. On peut donc considérer que les migrations des tunisiens sont en avance, et nous indiquent l'avenir.

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE	2
Haguenau	2
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Vincennes	3
FRANCE.....	4
France-Mali.....	4
Refoulement dans la zone frontalière entre l'Italie et la France.....	5
Pour une convention citoyenne sur la migration.....	6
Tour de France	6
Indifférence aux questions migratoires	7
Briançon.....	8
Calais.....	9
Loon-Plage.....	10
Marseille.....	11
Mayotte – l'histoire dont on ne parle plus – Wuambushu	11
Paris	11
Quend-plage.....	12
Sangatte.....	12
Le Touquet-Paris-Plage.....	14
MANCHE	14
MÉDITERRANÉE.....	15
Tentatives de traversées massives	15
Astral (Voilier)	16
Aurora	16

Nadir.....	16
L'Ocean Viking	16
Humanity 1.....	17
UNION EUROPÉENNE.....	17
Allemagne	17
Croatie.....	18
Espagne	18
Grèce	19
Italie	19
Pologne.....	21
Vatican.....	21
EUROPE	22
Bosnie-Herzégovine.....	22
Royaume-Uni.....	22
ASIE.....	26
Turquie	26
AFRIQUE	26
Libye	26
Maroc	27
Tunisie.....	28

CERCLES DE SILENCE

Cette année, un grand nombre de cercles de de silence vont fêter – tristement - leur **15^{ème} année**. Je vous propose pour cela, **de publier les photographies, que vous voudrez bien m’envoyer**

(sans oublier que les personnes présentent acceptent d’être publiées sur la photo en question). Voici des photos des cercles de :



HAGUENAU

En juillet 2023, cette vue partielle montre une douzaine de personnes qui ont participé au cercle pendant presque toute l'heure avec de plus 4 personnes passantes qui se sont jointes à nous pendant quelques minutes.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

VINCENNES

Témoignage d'un retenu gambien du CRA de Vincennes : la veille de son expulsion, le jour même, alors qu'il était à l'aéroport, puis quelques jours plus tard. Il raconte son stress intense, sa tentative de résister dans l'avion et comment les flics l'ont tabassé pour le maîtriser. Il est maintenant dans un pays qu'il avait quitté il y a près de 30 ans.

« C'est la chose la plus hard que j'ai jamais vécue. Y a un vol programmé pour moi demain. C'est l'avocat d'office qui m'a dit ça à la fin de mon JLD [juge des libertés et de la détention] hier. J'ai la tête qui chauffe. Je sais plus où je suis. C'est dur de pas pêter les plombs.

C'est pas comme si j'étais ici depuis un an ou deux. Cela fait près de 30 ans que je suis en France, que j'ai quitté l'Afrique. Et ils veulent que je rentre comme ça ? Mais je suis un étranger maintenant dans mon pays. J'ai plus d'attache. Qu'est-ce que je vais faire là-bas. J'ai rien, pas de tune, rien. Juste un sac poubelle avec quelques fringues dedans. Ca fait flipper.

Ils m'envoient dans ce pays alors que j'ai jamais été au consulat, ni à l'ambassade, j'ai pas de passeport, ni d'acte de naissance. D'où ils décident que c'est mon pays ? C'est ce que j'ai dit au JLD. A l'audience, lorsqu'il m'a appelé, j'ai dit tout de suite que c'était pas mon nom, que c'était une erreur. Que je devais être libéré, que le CRA c'est comme le couloir de la mort avec au bout l'expulsion. C'est la mort quand tu arrives dans un pays où tu n'as personne.

Il a répondu que dans mon dossier mon nom était écrit comme ça, donc c'est tout. De toute façon le juge tu passes pas plus de 2 minutes devant et c'est au suivant. L'avocat commis d'office à chaque fois, elle n'a rien à dire, et elle avait tellement de dossier à gérer qu'elle se trompait même entre les retenus.

Bon déjà j'ai de la chance. Y'en a pour leur premier vol qui se font scotcher par les flics et casquer. D'autres qui sont envoyés à l'isolement la veille. Moi pour le moment c'est pas le cas. Peut-être aussi que finalement j'ai pas de vol et que c'est pour me faire flipper, question de nous torturer un peu plus.

En tout cas, il y a deux jours, y a un gars ils l'ont emmené pour prendre l'avion à son 89ème jour. Une fois dedans, il s'est débattu. Il a gueulé. Il s'est fait tabasser par les flics, mais comme des passagers s'en sont mêlés, le pilote a demandé aux flics de descendre. Une fois sorti de l'avion, il s'est encore fait tabasser, mais après comme c'était la fin de ses 3 mois, les flics l'ont laissé partir, et il est libre. Je vais tenter de faire la même demain.

[Le lendemain matin, rien. A midi toujours rien. Il se met à espérer à un coup de pression, à une erreur de l'avocate... mais vers 13h30 les flics viennent le chercher dans sa chambre]

« Les flics m'ont demandé ma carte et m'ont dit « tu prends tes affaires, tu as un vol. Alors j'ai pris mes affaires, ils m'ont menotté, j'ai pas résisté. Là je suis à l'aéroport Charles de Gaulle dans le commissariat, enfermé dans une cellule de quelques m². En face, les flics me surveillent et peuvent voir tout ce que je fais.

Je ne suis plus menotté. J'ai le droit d'avoir mon portable avec moi. Quand je parle, ça résonne grave. Dans les autres cellules y'a d'autres gars comme moi qui attendent leur vol. C'est la merde. C'est chaud, c'est très chaud. Tout est suspendu dans ma tête, j'ai une sensation bizarre là... j'ai pas de mots pour dire ce que je ressens.

Les flics m'ont dit que le vol avait une heure de retard. C'est pour dans deux heures. Je ferai ce que j'ai dit. Je ne vais pas me laisser faire.

Tiens, l'escorte vient d'arriver : 3 flics en civils viennent de passer devant ma cellule. »

[Plus de nouvelle, le téléphone tombe sur le répondeur, puis la ligne est coupée...]

« Allo ! putain je suis à [ville en Afrique]. C'est la galère. Y a un gars qui m'héberge là, que j'ai trouvé en sortant de l'aéroport, mais ça va pas durer. Je comprends rien à ce qui m'arrive. Y a deux mois j'étais libre à Paname, y a deux jours j'étais au CRA et là je suis dans cette ville. J'ai rien, y a rien. C'est un truc de fou.

Pendant l'avion je suis rentré calmement. De toute façon, je n'avais pas le choix. J'étais menotté et casqué. Ils m'ont fait entrer par l'arrière de l'avion. C'était un gros avion Air France. Y avait les 3 flics de l'escorte hyper costaud et au moins 5 flics de l'aéroport. Une fois assis entre deux flics. Ceux de l'aéroport sont repartis. J'ai attendu que beaucoup de voyageurs entrent dans l'avion. Puis d'un coup j'ai essayé de me lever en gueulant.

J'ai crié, « lachez-moi », « vous voulez me tuer », je me suis débattu. Mais les flics m'ont fixé sur mon siège, y'en a un qui me tapait, pendant qu'un autre m'écrasait la tête sur mes genoux et m'étouffait. Je ne pouvais plus respirer alors au bout d'un moment, j'ai lâché l'affaire. Ils m'ont maintenu comme ça jusqu'au décollage. Une fois en l'air c'était fini. Plus de retour possible.

Les flics m'ont enlevé le casque et ont commencé à me raconter de la merde. Qu'ils avaient une mission à accomplir et que maintenant c'était fait, qu'ils obéissaient aux ordres et qu'ils avaient des primes pour ça...

Pendant que je gueulais y a un passager qui s'est levé. Un seul... Il est venu dire que c'était pas normal, qu'il refusait de voyager dans un avion où il se passait des trucs comme ça. Un flic l'a alors pris à l'écart derrière l'avion où y a les chiottes et lui a mis la pression en lui disant qu'il risquait des poursuites. Et il est retourné s'asseoir...

Une fois arrivé à destination, les flics m'ont remis à la police locale. J'ai continué à dire que je n'étais pas de ce pays. Ils m'ont alors enfermé dans leur commissariat. Puis au bout de 24 heures, j'en ai eu marre. Alors j'ai admis que c'était bien mon pays d'origine. Et me voilà dans un autre monde. Tout est à refaire. J'ai du mal à réaliser. La nuit passée j'ai rêvé que j'étais à Paris qu'il y avait plein de babtous. Y'en a pas un seul ici !

Donne de mes nouvelles aux gars du CRA »

<https://abaslescra.noblogs.org/y-a-un-vol-programme-pour-moi-demain-recit-dune-expulsion/#more-3720>

FRANCE

FRANCE-MALI

C'est dans la nuit de mercredi 9 août à jeudi 10 août 2023 que le ministère des Affaires étrangères malien a annoncé : "En application de la réciprocité, le ministère des Affaires étrangères **suspend**, jusqu'à nouvel ordre, **la délivrance de visas aux ressortissants français**". Cette réponse fait suite à une décision française, qui la première a **suspendu en début de semaine la délivrance de ces visas** après avoir placé tout **le Mali, y compris Bamako, en zone rouge**, "formellement déconseillée" aux voyageurs. "Dans le contexte actuel de fortes tensions régionales, tout déplacement au Mali est formellement déconseillé. Les ressortissants français au Mali sont donc appelés à la plus grande vigilance", a indiqué dans une note le ministère français des Affaires étrangères. De son côté, Bamako se dit "surpris" quant à la décision de la France, notamment le fait de considérer l'ensemble du pays comme "zone rouge" en raison "de supposées fortes tensions régionales". Selon des informations transmises par des sources diplomatiques, les services consulaires français à Bamako auraient traité 22 000 demandes de visa l'année dernière. Sur l'ensemble de ces demandes, 12 000 auraient été acceptées.

REFOULEMENT DANS LA ZONE FRONTALIERE ENTRE L'ITALIE ET LA FRANCE.

Dans un rapport paru début août, les équipes de Médecins sans frontières (MSF) basées à Vintimille documentent les pratiques de **refoulement dans cette zone frontalière entre l'Italie et la France**. Des **refoulements à caractère "systématique"**, qui touchent des mineurs non accompagnés, voire même séparent des familles.

À la frontière franco-italienne, *"les personnes migrantes sont systématiquement refoulées par la police française, sans évaluation appropriée et parfois violemment"*, épingle **Médecins sans frontières** dans un [rapport paru début août](#) 2023. Ce document est basé sur les observations de ses équipes médicales installées à Vintimille, récoltées entre février et juin 2023. Au niveau de ce point de passage frontalier, la pratique des refoulements est "systématique", insiste ce rapport. Sur les 320 personnes soignées par MSF entre février et juin, pas moins de 80 % témoignent avoir tenté d'entrer en France avant d'être refoulées par la police. Parmi elles, un quart assurent l'avoir été plus d'une fois. *"Des personnes extrêmement vulnérables sont refoulées sans discernement par la police française, qui ne tient pas compte de leur situation personnelle ou de leur âge"*, résume le coordinateur de projet MSF à Vintimille. Depuis les attentats de novembre 2015, la France a rétabli le contrôle à ses frontières intérieures avec l'Italie. D'année en année, les effectifs policiers y sont renforcés. En novembre 2022 par exemple, 500 agents supplémentaires ont été déployés. Pourtant, le fondement légal des refus d'entrée et refoulements a été maintes fois remis en question, y compris par le Conseil d'Etat fin 2020. Entre **janvier et mi-juin 2023, 13 395 personnes ont été interpellées** à la frontière puis remises aux autorités italiennes, affirme la préfecture des Alpes-Maritimes, soit 30 % de plus que l'an dernier. En moyenne, cela reviendrait à 80 migrants refoulés par jour. Mais ces chiffres sont à prendre avec précaution. Les personnes retentent généralement la traversée plusieurs fois de suite. Les forces de l'ordre refoulent nécessairement à plusieurs reprises les mêmes individus.

"Sur le chemin de la montagne la nuit, la police a commencé à nous pourchasser. En essayant de nous échapper, nous sommes tombés dans un ravin", raconte un jeune homme dans le rapport, arrivé à pied depuis l'Afghanistan avec son frère pour rejoindre de la famille en Allemagne. *"Les équipes de MSF nous ont soignés, mais nous avons perdu tout ce que nous avons dans le ravin"*, poursuit-il. *"Nous avons dû traverser la Turquie, la Grèce et les Balkans pour trouver un endroit où nous nous sentions en sécurité. Nous ne pensions pas devoir continuer à courir en arrivant en Europe"*. Sur les 320 personnes soignées par MSF, nombre d'entre elles souffraient, comme ces deux frères, de blessures liées aux pratiques policières à la frontière. Les équipes relèvent aussi des *"mauvais traitements"* relevant de *"discriminations à caractère racial"*.

Ainsi, à la gare de Menton, une femme enceinte assure avoir été insultée par une policière. Celle-ci l'aurait accusée de *"faire semblant d'être enceinte, parce que c'est ce que "vous les migrants, vous faites toujours"*. *Elle a commencé à tâter mon ventre avec ses mains pour voir si j'étais vraiment enceinte*. *"Ça m'a fait mal et j'avais honte d'être traitée comme ça devant tout le monde"*. Un autre homme, Malien, témoigne avoir été menotté après avoir été sorti de force d'un train à Menton. *"Quand j'ai demandé des explications, l'officier de police m'a poussé, et m'a blessé à la cheville. Quand j'ai insisté, il m'a frappé au visage"*. En outre, des mineurs non-accompagnés sont concernés par ces refoulements, selon MSF. Plus d'un tiers des 48 mineurs non accompagnés aidés par MSF depuis le début 2023 (37,5 % précisément) déclare avoir été refoulés. Parmi eux se trouvaient *"une mère de 16 ans avec son bébé"*. Ces pratiques contreviennent au droit des mineurs non accompagnés de demander l'asile. *"Nous constatons souvent des erreurs dans la transcription des noms et des dates de naissance"*, rapporte en outre le personnel. Ces irrégularités sont anciennes. Déjà en 2019, une enquête avait été ouverte pour faux et usage de faux ; et le Contrôleur général des lieux de privation de liberté avait constaté le refoulement de mineurs *"alors qu'ils ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une mesure d'éloignement"*.

Les équipes de MSF relèvent aujourd'hui de nombreux cas de "*séparation familiale ou de contestation de la minorité*" sans que les personnes concernées puissent faire appel de la décision du refus d'entrée. Arrêté à Nice, un Ivoirien raconte aux équipes médicales : "*Ma femme est enceinte et elle a été emmenée à l'hôpital parce qu'elle s'est évanouie pendant qu'ils la menottaient. Mon fils de deux ans et moi-même avons été emmenés au poste de la police des frontières de Menton. Nous avons passé la nuit dans le froid et le lendemain nous avons été refoulés en Italie, mais nous n'avons aucune nouvelle de ma femme*". L'ONG a recensé "au moins quatre cas" de séparation de familles au cours de refoulements, entre février et juin 2023.

Les personnes refoulées se retrouvent, côté italien, prises en charge quelques nuits dans des centres de première assistance (Punto Assistenza Diffusa - PAD). Deux nouveaux centres viennent d'ouvrir. Malgré ces ouvertures récentes, "*des dizaines de personnes en transit sont toujours forcées de dormir dans les rues ou dans des abris de fortune*", relève MSF. En outre, "*deux des quatre PAD promis ne fonctionnent toujours pas et les services de base tels que l'hébergement, les soins et l'assistance juridique sont assurés par des associations locales et la société civile*", rappelle l'ONG.

87 000 exilés sont arrivés par la mer en Italie entre janvier et fin juillet 2023 (HCR). Ces données ont doublé par rapport à 2022, sur la même période. "*Le goulot d'étranglement créé à Vintimille n'est pas un cas isolé et reflète la tendance plus large des politiques migratoires européennes qui donnent la priorité à l'endiguement et à la sécurisation plutôt qu'aux droits fondamentaux et à la protection internationale*", conclut le coordinateur de projet de MSF.

<https://www.msf.fr/sites/default/files/2023-08/Denied%20Passage%20-%20The%20continuous%20struggle%20of%20people%20on%20the%20move%20pushed-back%20and%20stranded%20at%20the%20Italian-French%20border.pdf>

POUR UNE CONVENTION CITOYENNE SUR LA MIGRATION

Alors qu'un projet de loi asile et immigration doit être examiné par le Parlement l'automne prochain, de plus en plus de Français appellent à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration, sur le même modèle que les deux précédentes, sur le climat en 2020 et sur la fin de vie, en début d'année. Le principe est de confier à près de 180 citoyens tirés au sort et représentatifs de la société la tenue d'un débat démocratique et la conclusion de mesures concrètes. Associations, chercheurs, élus, simples citoyens, au travers d'une pétition, se sont lancés il y a des mois dans une campagne et espèrent très bientôt en voir les fruits.

TOUR DE FRANCE

Une cinquantaine **de jeunes réfugiés en France**, venus essentiellement d'Afrique et d'Asie, font actuellement le tour de la France à vélo. Un parcours de découverte, qui n'a rien d'une compétition, mais qui permet à ces jeunes de mieux connaître ce pays et les Français, **pour mieux s'intégrer**. C'est une initiative de deux associations : "Habitat et Humanisme" qui loge les réfugiés dans toute la France, et "Reborn" ("ReNaissance" en anglais) qui se charge de leur intégration. Le tour de la France à vélo (ou "Reborn Trip") est un périple de 1000 kilomètres, parti de Paris pour trois semaines, direction Lourdes après avoir gravi le Tourmalet ! Au terme d'une étape de 70 kilomètres, il est passé, vendredi 11 août 2023 entre Sauzé-Vaussais et Cognac, et une arrivée samedi à Chevanceaux.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/pedaler-pour-s-inserer-des-jeunes-refugies-traversent-la-charente-a-velo-3957685>

INDIFFERENCE AUX QUESTIONS MIGRATOIRES

Pourquoi est-on devenu si indifférent à la tragédie migratoire ?

Chaque semaine, le nombre de personnes migrantes retrouvées mortes ne cesse d'augmenter, en mer Méditerranée, ou dans le nord de l'Afrique. Et pourtant, notre regard sur le sujet n'évolue pas, l'indifférence règne. Pourquoi ? Une réponse de Médecins sans Frontières et SOS Méditerranée.

Parce que la situation n'est pas nouvelle

Depuis le mois de janvier 2023, plus de 1 800 personnes ont péri dans les naufrages en mer Méditerranée, soit plus du double qu'en 2022. Le premier trimestre 2023 a enregistré un record de décès depuis 2017. Au total, 27 812 personnes migrantes ont trouvé la mort depuis 2014, dont près de 22 000 sur la route méditerranéenne. **« En 2013-2015, on ne connaissait pas la situation migratoire. Aujourd'hui, on sait ce qu'il s'y passe et pour beaucoup, c'est une tragique habitude »**, déplore le directeur d'études au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH) de Médecins sans frontières (MSF). Et au vu de la situation au Niger ou au Burkina Faso, **« on s'attend à ce qu'il y ait de nouveaux départs »**, appuie le responsable. En Tunisie, le pays mène des campagnes massives d'arrestations et d'expulsions de personnes migrantes depuis la ville de Sfax, devenue depuis le début de l'année, une plate-forme de départ majeur pour les candidats à l'exil vers l'Europe. **« Ce sont des migrants subsahariens, victimes d'une véritable chasse à l'homme, qui par désespoir quittent leur pays dans des conditions affreuses »**, il y a **« un élargissement de la zone de départ de l'ouest vers l'est de la Lybie. »**

Pour les ONG, **« On est pris dans une obligation de secourir les gens »**, indique le président de SOS Méditerranée, depuis juin 2019. Son organisation a permis le secours de plus de 37 000 personnes. Mais les chiffres évoluent encore, dans la nuit du 10 au 11 août 2023, l'Océan Viking, le navire de sauvetage de l'ONG, a pu effectuer 11 interventions. **« Plus de 500 personnes ont été secourues. »**

Parce que les discours xénophobes persistent

Les ONG pointent le non-respect **« des engagements européens par les États »**, **« on peut parler d'un silence assourdissant des valeurs européennes »**. Il faut **repenser notre rapport à la mobilité** et à la migration et l'imaginer comme un phénomène normal. En 2013, pourtant, l'Italie avait lancé l'opération militaire et humanitaire « Mare Nostrum » après la mort de 356 personnes migrantes au large de son île de Lampedusa. En un an, la mission de surveillance permanente, qui a continué jusqu'en octobre 2014, a pu secourir plus de 150 000 personnes. Soit un peu plus de 400 personnes par jour. **« À l'époque, on avait la voie libre. On se disait que ce n'était pas normal que les gens meurent »**. **« Que ce soit Greenpeace ou Sea-Watch, on était libre de porter secours aux naufragés. »** Mais depuis, la situation s'est inversée : les discours xénophobes ont augmenté et les conditions d'intervention se sont largement détériorées pour les ONG. En Italie, **« Giorgia Meloni ferme ses portes et quand elle ne nous refuse pas de débarquer, elle nous propose des zones de sauvetage de plus en plus loin »** faisant bondir les coûts et les temps de trajets pour les ONG. Sans compter les pressions que subissent les organisations. **« Il n'y a pas longtemps, on s'est fait tirer dessus au large par les garde-côtes libyens »**.

Pour beaucoup, **« les personnes migrantes ont un devoir de s'informer. Si elles se lancent dans ces embarcations, c'est un peu de leur faute : elles savent quels risques elles encourent. Ces discours imprègnent et rejettent ces mouvements migratoires. « Il faut repenser notre rapport à la mobilité et à la migration et l'imaginer comme un phénomène normal, et non pas uniquement policier. »**

Parce qu'il est difficile de mettre des noms derrière des chiffres

En 2015, la photo d'Aylan, un enfant syrien de 3 ans échoué sur la plage, était devenue le symbole de la crise migratoire, réduite à des chiffres. « **L'image** est venue couronner une séquence de plusieurs semaines où le nombre de naufrages explosait sur nos côtes. Elle a **révélé la fragilité de ces gens à un moment où la majorité de la population ne connaissait pas ce problème.** »

On s'est tragiquement habitué à la situation.

Aujourd'hui, la sensibilité n'est plus la même. « Des images de ce type, on a en produit malheureusement tous les jours, sans qu'il n'y ait aucune réaction. **On s'est tragiquement habitué à la situation** ». « La crise migratoire ne s'est pas arrêtée avec Aylan. Plus de 20 000 morts ont été enregistrés en mer Méditerranée depuis 2014 ». Sans oublier les naufrages « invisibles », ceux dont les bateaux sont portés disparus et pour lesquels il est difficile de retrouver les corps. « **Pourtant, ce sont des hommes, des femmes, des familles** » qui quittent leur pays pour échapper à la guerre ou à la misère économique. Pour ne pas les oublier, « c'est autant de travail de remémoration, de lutte. Il faut que l'on soit des veilleurs de mémoire ».

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/pourquoi-est-on-devenu-si-indifferent-a-la-tragedie-migratoire-21723aba-3787-11ee-9be7-d35bbc52c6c9>

AFGHANES EN FRANCE

Au temps de la présence de l'armée française en Afghanistan, cette femme de 31 ans, a travaillé comme vendeuse dans le magasin d'un camp de l'armée. À ce titre, elle est considérée comme une auxiliaire de l'armée. Après le départ des forces françaises, la jeune femme a repris des études et est devenue sage-femme, le métier de ses rêves. Le retour au pouvoir des Taliban après la chute de Kaboul le 15 août 2021 lui faisait courir un risque pour sa vie, ces derniers considérant toute personne ayant travaillé pour une armée étrangère comme une menace. Elle a pu quitter le pays dans l'un des vols mis en place par les autorités françaises en août 2021. Mais sa famille – ses parents et sa petite sœur de 22 ans – est restée sur place.

"Ça fait maintenant deux ans que je suis en France. Aujourd'hui, j'habite à Nîmes, je vis dans un foyer où j'ai un studio. Je n'ai pas encore trouvé de travail. J'aimerais pouvoir travailler comme sage-femme mais je n'ai pas de diplôme français donc je pense chercher un emploi de vendeuse dans un magasin. En tant que réfugiée, beaucoup de choses sont difficiles comme la langue, les papiers administratifs, les courriers, etc. Habiter seule, c'est difficile aussi. Ma famille n'est pas avec moi. Mes parents et ma petite sœur vivent en Iran maintenant. Ils sont là-bas depuis neuf mois environ. Il y a un an et demi, j'ai déposé des demandes de visas pour qu'ils viennent me rejoindre en France mais je n'ai toujours pas de nouvelles. Ma famille a fini par partir en Iran car la vie était très compliquée pour eux en Afghanistan. Ils ont dû déménager plusieurs fois car les Taliban venaient chez eux pour leur demander où était leurs filles. La grande sœur de Nadia a été auxiliaire de l'armée française en Afghanistan. Elle vit aujourd'hui aux États-Unis avec son mari. Ma petite sœur a pu finir l'université et obtenir son diplôme de médecine deux mois après l'arrivée des Taliban. Mais aujourd'hui, la vie est extrêmement dure pour les femmes en Afghanistan. Elles ne peuvent pas étudier, ni travailler. Elles ne peuvent pas partir et elles ne peuvent même plus aller dans les salons de beauté. Les Taliban estiment que les femmes doivent se marier et ne pas gagner d'argent. Mais aujourd'hui, de plus en plus de femmes refusent de se marier parce qu'elles ne veulent pas qu'on leur impose des maris taliban. Ce ne sont pas des hommes, ce sont des animaux. Quand ma famille vivait encore en Afghanistan, un Taliban est venu un jour chez mes parents leur dire qu'il voulait épouser ma petite sœur. Mais elle ne voulait pas et mon père aussi a refusé. Alors ils ont encore déménagé et c'est à ce moment-là qu'ils ont décidé de partir en Iran, pour protéger ma petite sœur. Je suis toujours très inquiète pour la famille. Je voudrais vraiment qu'ils viennent ici me rejoindre. Je me sens toujours triste quand je pense à ça. J'en parle avec La Cimade [association d'aide aux migrants et aux réfugiés] et avec mon assistante sociale mais, pour le moment, je n'ai pas de réponse. Avant, je

lisais beaucoup de choses et je regardais beaucoup de vidéos sur l'Afghanistan mais maintenant, je ne le fais plus parce que ça me rend trop triste. On se demande comment ce qu'il se passe est possible... Mon rêve, ça serait qu'il y ait vraiment la paix en Afghanistan et que les hommes et les femmes aient la même liberté pour faire ce qu'ils veulent. En France, les hommes et les femmes ont les mêmes droits, je trouve que c'est très bien."

BRIANÇON

Une **personne migrante a été retrouvée morte lundi 7 août 2023 dans les Alpes** françaises, sur les hauteurs du col de Montgenèvre, non loin de Briançon, a indiqué mardi le parquet de Gap. Il s'agit d'un jeune adulte, dont la mort semblait "*assez récente*" et dont "*le corps ne portait pas de trace de violences ou de lutte*", a précisé le procureur de la République de Gap. Une "*enquête en recherche des causes de la mort*" a été ouverte. Des prélèvements ADN et des analyses ont été effectuées lundi, afin d'aider à l'identification de la victime. "*Une autopsie sera pratiquée ces prochains jours*". Le corps du jeune homme a été retrouvé par un cycliste en VTT sur la route militaire des Gondrans. "*Pas étonnant*" qu'il s'agisse là des lieux du drame : il s'agit de l'une des principales routes de montagne empruntées par les exilés pour passer la frontière franco-italienne. L'annonce du décès intervient dans un "*climat déjà très lourd*". "*Il y a énormément d'arrivées. On avait beaucoup de monde depuis le mois de mai, mais là, depuis le début de l'été, cela s'intensifie*". D'ordinaire, les associatifs et citoyens solidaires voient plutôt arriver "*entre 5 et 30 personnes par jour*" à Briançon, aux « Terrasses Solidaires ». Ce site constitue le principal refuge pour les personnes parvenant à rejoindre la ville après leur traversée de la frontière. Or, ces dernières semaines, "*les arrivées sont plus massives*". Le week-end du 5 et 6 août 2023, "*on est monté jusqu'à 100 personnes en une journée*". Un pic intervenu alors que les forces de l'ordre étaient largement déployées au col de Montgenèvre pour empêcher le passage de la marche solidaire Passamontana menée par des bénévoles depuis la ville italienne de Clavière. En conséquence: **les Terrasses solidaires sont saturées**. Mardi 8 août 2023, pas moins de 200 personnes s'y trouvent hébergées. Or, la structure peut accueillir au maximum 80 personnes pour "*rester dans les normes du bâtiment*". Le réfectoire a été transformé en dortoir. "*Il y a des tentes à l'extérieur, sur les terrasses*", s'attriste le responsable de la sécurité du site. "*On en est là. On essaie de gérer au mieux les départs pour faire de la place, mais les prix des trains sont très élevés*". Quant à l'hébergement chez des citoyens solidaires, "*on en touche les limites*". En période estivale, donc touristique, les maisons sont occupées ou louées. Et au fil des années d'engagement, "*il y a de l'épuisement*". Un courrier a été adressé au préfet, les communiqués se multiplient. Mais "*personne ne vient nous appuyer avec d'autres solutions. L'Etat refuse l'ouverture d'un centre d'accueil, même simplement d'urgence*". Dès la fin mai, la préfecture assurait avoir pris connaissance de ces alertes. Mais elle expliquait qu'il n'était "*pour l'heure pas envisageable d'ouvrir de nouvelles places en hébergement d'urgence*" dans le département et que "*le dispositif [de 135 places pérennes] est actuellement saturé*". "*Nous sommes mi-juillet, la population accueillie depuis mai est passée d'une moyenne par jour de 100 à 120, aujourd'hui nous sommes à 170 personnes pour un hébergement dans les normes ERP de 64 prévues*", indique le conseil d'administration des Refuges Solidaires dans une lettre ouverte publiée le 18 juillet. "*Depuis maintenant 6 années nous alertons les services de l'Etat pour qu'ils nous accompagnent dans cette action humanitaire*". "*Psychologiquement, c'est assez dur*". "**Tous les bénévoles font des efforts incroyables pour les maraudes, pour tenir le refuge, pour mener des campagnes de sensibilisation... Et à chaque fois on se retrouve confrontés aux mêmes tragédies.**"

CALAIS

Un jeune Iranien de 27 ans a été blessé par arme blanche, mardi 8 août 2023, à Calais. Atteint au thorax, au dos et présentant des plaies à la main, le jeune homme a été admis en soins intensifs à l'hôpital de Calais. Son agresseur présumé, un Irakien de 39 ans, a expliqué en garde à vue avoir été poignardé en premier avant de reprendre le couteau pour riposte. Lorsque les

forces de l'ordre l'ont interpellé, dans la foulée de l'agression, l'homme était effectivement blessé et a été pris en charge à l'hôpital avant son interrogatoire. L'arme a été retrouvée et une caméra de surveillance se trouvait à proximité, mais les investigations se poursuivent pour comprendre les circonstances de l'agression.

L'absence de dispositif d'accueil le long du littoral favorise les occurrences de ces drames, aux yeux des associations. *"Ces incidents sont créés par la politique de non-accueil en France. Ils font écho aux expulsions de camps, à la précarisation de ces personnes, à la cohabitation difficile entre migrants"*, déplorait dès fin 2021 la coordinatrice de l'association d'Utopia 56 à Grande-Synthe.

Les expulsions de campements se poursuivent, déplaçant un temps les exilés, avant que ceux-ci ne se réinstallent. Une opération d'ampleur a visé mardi 8 août 2023 deux campements situés *"sur le domaine privé du grand port maritime de Dunkerque"*, à Loon-Plage, a indiqué la préfecture : *"130 personnes ont été orientées vers des centres d'hébergement"*. Environ 700 personnes (Kurdes irakiens, Iraniens, Soudanais, Érythréens...) survivaient dans cette zone. Pendant cette opération, *"des passeurs ont également été interpellés"*, indique la préfecture. *"L'objectif de ces mises à l'abri est de protéger la vie des migrants et de mettre fin aux campements de fortune où ils sont sous la coupe des réseaux criminels"*. *"Entre 400 et 500 personnes étaient présentes hier matin. Environ 5 bus ont été dépêchés pour emmener les personnes dans des CAES [centres d'accueil et d'examen des situations administratives], parfois bien loin du littoral"*, selon l'équipe de Human Rights Observer, le 8 août 2023. *"Les affaires personnelles des personnes exilées ont été détruites, nous avons observé les agents de nettoyage mandatés par l'État remplir au moins deux bennes de 30m³ d'affaires"*. On a constaté *"des nasses de CRS et de gendarmes cherchant à pousser les personnes à monter dans les bus, tandis qu'une vingtaine de personnes s'est échappée en courant pour ne pas y monter"*. Les expulsions au nom de la politique du *"zéro point de fixation"* se poursuivent aussi à Calais. Le 8 août au matin, les campements informels ont été expulsés, détaille l'association Salam, qui recense aussi au quotidien ces opérations.

LOON-PLAGE

Mardi 8 août 2023, les forces de l'ordre du dunkerquois ont procédé à l'évacuation de deux camps de migrant situés dans le domaine du grand port maritime de Dunkerque, à Loon-Plage. Une centaine de policiers ont constitué un cordon de sécurité, et « nassé » les personnes exilées, afin d'organiser l'éviction de près de 700 personnes qui ont été intimidées et traumatisées. La préfecture et l'association de soutien aux migrants Utopia 56, ont indiqué que *"130 personnes ont été orientées vers des centres d'hébergement."* Malgré la saisie de leurs tentes, couverture, effets personnels, certains demandeurs d'asile, enclou plus démunis, commençaient à se réinstaller sur les lieux dans la foulée. Au cours de l'intervention, les forces de l'ordre ont également interpellé plusieurs passeurs. Déjà, début juin 2023, treize d'entre eux avaient été appréhendés et de nombreuses armes avaient été saisies dans ces campements, à la suite d'une enquête ouverte pour des séries de fusillades. Selon la préfecture : *"L'objectif de ces mises à l'abri est de protéger la vie des migrants et de mettre fin aux campements de fortune où ils sont sous la coupe des réseaux criminels."* Parmi les migrants délogés, en majorité Kurdes irakiens, Iraniens, Soudanais et Érythréens, se trouvaient des familles et *"une cinquantaine de mineurs non accompagnés"*, indique l'association Utopia 56. (Un mineur non accompagné (MNA) est un enfant de moins de 18 ans, de nationalité étrangère, présent sur le territoire français sans être accompagné d'un adulte.). C'est la 7^e éviction depuis le début de 2023 sur la zone de Loon-Plage: la préfecture applique encore et toujours une politique de harcèlement envers les personnes exilées. Une action qui s'avère être un jeu du chat et de la souris : après chaque destruction de campements, ceux-ci se reforment dans les environs, dans le peu d'espaces vacants, encadrés par les exploitations agricoles et les usines d'une zone classée Seveso.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/dunkerque/deux-camps-de-700-migrants-ont-ete-evacues-dans-le-domaine-du-grand-port-maritime-de-dunkerque-2823068.html>

MARSEILLE

Un camp de migrants est installé depuis le début de l'été devant la gare Saint-Charles. Juste en bas des escaliers, du côté de l'université et de la gare routière voisine. Depuis plusieurs jours des tentes rondes type Quechua sont même montées. Selon des associations qui viennent en aide à ces réfugiés, les migrants seraient **des dizaines originaires du Soudan du Sud**. Ils fuient le plus jeune pays d'Afrique de l'Est, déstabilisé par les conflits et les milliers réfugiés venus du Soudan voisin en proie à la guerre civile. La préfecture des Bouches-du-Rhône ne précise pas l'identité des migrants, ni leur statut. Mais selon des associations humanitaires, ils seraient demandeurs d'asile, dans l'attente d'une réponse. En attendant, les migrants sont contraints de dormir dehors. Et ils semblent abandonnés à leur sort. Des autorités absentes ou débordées, laissent des bénévoles associatifs assurer l'aide alimentaire d'urgence, sous le regard parfois détaché mais le plus souvent indigné des Marseillais.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/a-marseille-un-camp-de-migrants-installe-au-pied-de-la-gare-saint-charles-3252320>

MAYOTTE – L'HISTOIRE DONT ON NE PARLE PLUS – WUAMBUSHU

Bulldozers, forces de l'ordre et officiels, dont le préfet, étaient présents lundi 14 août dans le village de Hamouro, situé dans la commune de Bandrélé (sud-est de Mayotte), pour la destruction de "81 habitations illégales". *"Trente-six familles ont été recensées et 7 d'entre elles ont accepté une proposition d'hébergement"*, ont indiqué les autorités françaises. Sept familles avaient déposé des recours contre l'opération auprès du tribunal administratif de Mamoudzou, que ce dernier a rejetés le 21 juillet 2023. Il s'agit de la plus importante opération de destructions de bidonville depuis le début de l'opération Wuambushu sur l'île de Mayotte. Lancée en avril derniers, selon l'arrêté préfectoral, les terrains concernés seront *"vierges d'ici la fin de la semaine"*. *"On a fait beaucoup de choses depuis plusieurs semaines et plusieurs mois et on va continuer [...] Maintenant que nous reprenons la main sur la sécurité, il faut s'occuper de tout le reste, et vous pouvez compter sur nous"*, avait déclaré le ministre. Depuis le début du mois de juin 2023, ce sont environ 500 habitations de fortune qui ont été démolies, selon le préfet. Depuis son lancement, Wuambushu divise sur l'île. Si de nombreuses ONG et associations dénoncent une opération *"brutale"* et *"antipauvres"*, elle est soutenue par de nombreux élus et une grande partie de la population mahoraise, excédée par la délinquance croissante sur l'île. *"L'opération Wuambushu ne résout pas le problème des bidonvilles, elle le déplace"*, disait, en juin 2023 la coordinatrice générale du programme de Médecins du Monde (MdM) à Mayotte. *"Des quartiers de bidonvilles se reforment, les personnes reconstruisent leur case dans d'autres endroits"*. Mayotte est le département de France où le nombre d'expulsions est supérieur à tous les autres départements réunis. Près de 23 724 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière l'an dernier à Mayotte, soit 78 % de plus qu'en 2020, selon la préfecture. *"Quand on est un comorien à Mayotte, on vit toujours dans la peur de se faire expulser"*, racontait un Comorien en situation irrégulière.

PARIS

L'objectif de l'association Kabubu, qui signifie "amitié par le sport" en swahili (langue de l'Afrique de l'est) est l'intégration des nouveaux arrivés en France. Elle propose, depuis 5 ans, aux parisiens et aux sans-papiers, demandeurs d'asile ou réfugiés des cours de boxe gratuits toutes les semaines. *"C'est un outil puissant qui permet de se fédérer autour d'un but commun. On oublie tout le reste"* pour le codirecteur de l'association et pratiquant régulier de boxe française. *"Français de souche, Malien, Afghan... Moi, je m'en fiche. Pendant deux heures, ce sont des boxeurs que j'ai en face de moi"*. Kabubu permet aussi aux parisiens et exilés de se rencontrer et d'ouvrir un dialogue entre ces deux populations qui n'échangent que très peu. Ainsi, les exilés *"sont exposés au français, tissent des liens et peuvent se créer un réseau social et professionnel"*, ajoute le codirecteur. *"Ça fait deux ans que je viens ici, je me suis fait des amis, des Parisiens comme des exilés"* dit un Mali.

"Quand on discute avec eux, on se rend vite compte que tout ce qu'on entend sur l'immigration est parfois très loin de la réalité". "Il faut provoquer un changement de regard, lutter contre la désinformation et les discours haineux. Nous, en tant qu'association, nous avons un rôle à jouer si on veut un jour arriver à des conditions d'accueil digne de ce nom", témoigne celui qui a été marqué par sa première rencontre avec un migrant, un Afghan arrivé par bateau sur l'île de Lampedusa. Et d'ajouter : "Entre la bureaucratie, le traumatisme du voyage, la discrimination, la difficulté de se loger ou encore de travailler, etc... La vie d'un exilé est très difficile. La boîte ne peut que les aider".

QUEND-PLAGE

Jeudi matin 10 août 2023 peu avant 7H à Quend-Plage (Côte picarde), a été interpellé un groupe de onze migrants de nationalités égyptienne, soudanaise et syrienne, on ne sait pas encore si des enfants se trouvent dans ce groupe. Aucun matériel de traversée n'a été retrouvé à proximité de ce groupe. Un passeur présumé, de nationalité irakienne, a également été interpellé vers 13h30 ce jeudi, alors qu'il tentait de repartir vers le Pas-de-Calais. *"On a un phénomène qui se développe : il y a des départs de plus en plus de la rivière Authie et non des baies, détaille la commandante à la tête de la compagnie de gendarmerie d'Abbeville. Ils arrivent dans les baies par les "taxis boat", qui récupèrent les migrants sur le trajet jusqu'à la baie d'Authie".* Les conditions météo qui s'améliorent sur la côte picarde sont aussi synonymes de reprise des traversées : *"On avait pas mal de tentatives de traversée en juin car la météo était très favorable ; ça a été plus calme en revanche en juillet et en août. Là, depuis mercredi, comme les conditions météo sont à nouveau favorables, on s'attendait à des départs à nouveau." 11 tentatives de traversée de la Manche ont été empêchées sur le littoral picard* depuis le début de l'année 2023.

SANGATTE

Une opération de secours a eu lieu au large de Sangatte samedi 12 août 2023, pour venir en aide à une embarcation de **"65 ou 66 migrants"** (*"presque tous des Afghans, avec quelques Soudanais", et "quelques mineurs"*) en difficulté dans la Manche tôt le matin ; aucun ne portait de gilet de sauvetage. Selon plusieurs témoignages de rescapés recueillis par l'Ascia, l'association d'aide à l'insertion des Afghans dans la région, le naufrage s'est produit alors que des passagers tentaient de remettre du carburant en pleine mer pour relancer le moteur à l'arrêt. Un mouvement de panique aurait alors fait basculer l'embarcation, jetant à l'eau les migrants dont beaucoup n'avaient pas de gilets de sauvetage. Le bateau a été retrouvé crevé selon les sauveteurs. Le bateau en grande difficulté avait été signalé par un navire de commerce. **36 rescapés ont été raccompagnés au port de Calais, tandis que "23 personnes ont été déposées à Douvres"** par les secours britanniques. Au total, **six personnes ont perdu la vie pendant le naufrage**. L'une d'entre elles est décédée alors qu'elle était transférée vers l'hôpital de Calais. Les recherches menées par les secours français et britanniques sont toujours en cours : une personne est portée disparue.

Comme après chaque naufrage meurtrier au large des côtes du nord de la France, un rassemblement a eu lieu en hommage aux victimes. Dimanche soir 13 août 2023, environ **200 personnes, dont des migrants, se sont rassemblées à Calais** autour d'une grande banderole recensant les morts à la frontière franco-britannique. Ils ont ensuite marché vers le port. Le collectif estime que les **exilés à la frontière "meurent dans une indifférence générale"** et que *"les politiques migratoires et la militarisation accrue poussent les personnes à prendre de plus en plus de risques". "Les drames ne s'arrêteront pas tant que l'État s'obstinera à harceler les personnes qui souhaitent passer la frontière"*

La Première ministre Élisabeth Borne salue *"l'engagement des équipes de secours mobilisées autour de la Marine nationale"*, et adresse ses pensées aux victimes. Hervé Berville, Secrétaire d'État chargé de la mer se rend à Sangatte. A Calais, à la suite de ces événements, le Secrétaire d'État chargé de la Mer, a pris la parole pour saluer le travail des sauveteurs : *"Les forces engagées ont été rapides, efficaces et d'ampleur. C'est une opération qui a débuté quelques minutes seulement après le signalement de l'embarcation."* Il affirme également que ce *"drame humain"* est

lié à *"la responsabilité de trafiquants, de criminels, qui envoient des personnes à la mort à travers des routes maritimes dangereuses et mortelles."*

"Notre détroit ne doit pas devenir à son tour un cimetière", réagissait samedi 12 août 2023 le président du département du Pas-de-Calais. *"Évidemment, la lutte contre les réseaux de passeurs doit se poursuivre et s'accroître. Mais plus encore, des solutions doivent être trouvées à l'échelle européenne, à l'échelle de notre pays en y associant nos voisins et amis britanniques."*

La maire de Calais, Natacha Bouchart (Républicains), s'est également rendue sur place pour exprimer son *"énervement"*. L'élue a en effet déploré le manque de visite du gouvernement ces dernières années, et indiqué sa colère concernant des faits qui se répètent, malgré ses recommandations adressées à l'État. *"Le territoire du calaisis est une zone frontière qui a besoin de dispositifs dérogatoires permettant un éloignement d'office des migrants pour éviter que les passeurs ne s'organisent sur place. Les migrants devraient avoir une zone de repli avec des services de prévention pour les dissuader de prendre la mer",* et dénonce le manque de moyens mis en œuvre par l'État. *"Mes pensées et prières vont à ceux affectés par cette tragique perte",* a déclaré la ministre britannique de l'Intérieur.

Pour un bénévole et coordinateur de l'association Utopia 56 à Grande-Synthe, qui vient en aide aux migrants : *"Les personnes qui réalisent la traversée de la Manche partent de plus en plus loin, parfois depuis le Touquet ou Fort-Mahon, sous une météo peu clémente, avec des vagues hautes et du vent, puisqu'ils n'ont plus rien à perdre."* En juillet 2023, près de 3 000 migrants ont rejoint les côtes anglaises sur des bateaux de fortune en tentant des traversées *"toujours plus risquées"*, indique-t-il. *"Ces départs arrivent en réponse à la répression que la police mène sur la côte. Les forces de l'ordre déploient de plus en plus de moyens pour empêcher les départs. Mais tant **qu'il n'y aura pas de véritable politique d'accueil, ils ne font que les repousser, avant de les voir revenir."*** L'association Salam s'est déclarée *"horrificée"*, dénonçant un *"manque de courage"* des autorités sur le dossier migratoire.

"C'est assez dur, ce sont des humains", "on ne s'habituerà jamais à ramener des morts", a déclaré le patron du canot de la SNSM. Mais *"il y aura encore d'autres drames, [les migrants] veulent passer, ils tentent le tout pour le tout, ils ont tout donné [et] ça ne s'arrêtera jamais",* prédit-il.

Une enquête pour homicide involontaire et aide à la circulation d'étrangers a été ouverte par le parquet de Boulogne-sur-Mer, mais elle a été reprise par le parquet de Paris, samedi 12 août en fin de journée. C'est aussi le parquet de Paris qui s'est chargé des investigations autour du naufrage survenu en novembre 2021, au large de Calais, et qui avait fait 27 victimes. Les investigations ont été confiées à la Juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco), en raison de la dimension internationale de l'enquête et de la complexité des faits. La Junalco qui a saisi la police aux frontières, la section de recherches de la gendarmerie maritime et l'office de lutte contre le trafic illicite de migrants. L'enquête porte maintenant sur des chefs d'homicide et blessures involontaires par violation d'obligation légale ou réglementaire de prudence ou sécurité, aide au séjour irrégulier, association de malfaiteurs en vue de la commission de délit puni de 10 ans d'emprisonnement.

Le samedi 12 août 2023, en milieu de nuit, une autre embarcation a été secourue au large de Calais. 54 personnes ont été secourues et déposées au port de Dunkerque.

<https://www.france24.com/fr/france/20230812-migrants-au-moins-six-morts-apr%C3%AAs-un-nouveau-nauffrage-dans-la-manche>

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/nauffrage-dans-la-manche-les-recherches-actives-suspendues-l-enquete-transferee-a-paris-5625969>

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/calais/migrants-plus-de-60-personnes-etaient-a-bord-du-bateau-qui-a-chavire-au-large-de-sangatte-2824619.html>

LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Des passeurs donnent rendez-vous à des migrants dans le lit de la Canche. Ces derniers patientent dans l'eau, parfois jusqu'au torse, en attendant le passage des bateaux. L'embarcation les récupère alors sans que les forces de sécurité intérieures ne puissent intervenir. C'est le mode d'embarquement des « Taxi-Boats » qui récupèrent des migrants en vue d'une traversée de la Manche. Depuis le début de l'année 2023, 22 taxi-boats ont été recensés sur le fleuve de la Canche, avec en moyenne, 46 migrants par embarcation. Les risques sont élevés pour les migrants : noyade, hypothermie, enlèvement. Alors les services de l'Etat ont fait installer **une barrière flottante de part et d'autre du lit de la Canche**, à quelques mètres du pont rose de la ville d'Étaples, le 10 août 2023. La ligne de bouées jaunes est fixée par deux corps-morts, des plots d'ancrage en béton. Le but du dispositif selon la préfecture : " *empêcher les taxi-boats d'atteindre le rivage pour entamer leur course et ainsi sauver des vies et interpeller les passeurs.* " La préfecture donne comme excuse, des agissements **des réseaux de traite d'êtres humains**, uniquement motivés par l'appât du gain, qui font courir un péril de mort aux candidats à la traversée sur des embarcations surchargées, non conforme à la navigation et sans gilets de sauvetage ; mais ne prennent pas en compte que si ce système ne fonctionne pas, les émigrés trouveront une autre manière de se rendre au Royaume-Uni. " *Les réseaux de passeurs vont juste se réadapter et vont devenir encore plus indispensables* ". La préfecture précise que la navigation et les activités nautiques sont désormais interdites dans la zone. Un premier bilan de l'efficacité du barrage sera dressé avant la fin du mois d'août. Si ce système est efficace, cela ne fera que reporter plus loin ou autrement le désir d'immigration des exilés.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/berck/barrage-flottant-un-dispositif-anti-migrants-deploye-sur-la-canche-2824334.html>

MANCHE

Pourtant, les forces de l'ordre sont de plus en plus nombreuses le long du littoral. "**Plus on met d'effectifs, plus ça part. C'est quand même fou**", confie, médusée, une fonctionnaire de la police. "*Ce n'est pas parce que nous sommes là qu'ils arrêtent de partir. En revanche les passeurs changent de stratégie et privilégient des départs en plus grands nombres, comme ça seuls quelques bateaux sont empêchés*", complète le fonctionnaire. Le gouvernement a en effet déployé mi-juillet une compagnie supplémentaire de CRS lilloise, soit 60 hommes. Le 21 juillet 2023, le ministère de l'Intérieur a annoncé l'arrivée de 133 policiers et gendarmes sur le littoral du Pas-de-Calais pour "*renforcer les capacités sécuritaires du territoire*" pendant la période estivale. Des dizaines de migrants ont ainsi été mis en échec en fin de semaine dernière alors qu'ils essayaient de partir depuis les plages du Boulonnais. "*On n'a pas pu partir, la police était partout*". Ces renforts s'inscrivent dans l'accord passé entre le Royaume-Uni et la France pour tenter d'endiguer l'immigration clandestine qui a atteint 45 000 traversées en 2022, un record. "*J'ai conclu un accord avec la France qui permettra d'arrêter les bateaux à la source avant qu'ils ne traversent la Manche*", s'est encore félicité le Premier ministre britannique dans une vidéo postée sur Twitter lundi 7 juillet 2023. Début mars, le Royaume-Uni, pour militariser davantage la frontière maritime, doit donner à la France 141 millions d'euros pour l'année 2023-2024. Ceci donne des sueurs froides aux associations d'aide aux migrants à Calais : "*Ils devraient donner l'argent directement aux passeurs ! Parce que c'est ce qui arrive quand on militarise une frontière*", ironisait en un militant de l'association Utopia 56, aujourd'hui coordinateur de l'Auberge des migrants à Calais. Les tentatives de traversées dans la Manche ont augmenté de 22% en juin malgré le renforcement des effectifs de police et grâce à une météo clémente. "*Face à cette répression accrue, les personnes partent de toujours plus loin. Nous avons reçu des appels de groupes sur tout le littoral, de la frontière belge jusqu'à Berck, soit une zone d'environ de 130 km de côte multipliant parfois la distance de traversée par 3 ou 4 et augmentant énormément les risques*".

Force est de constater que plus les forces de l'ordre sont visibles à la frontière, plus les

passeurs rusent d'intelligence pour tromper leur vigilance. Ces derniers temps, des passeurs gonflent leur canot pneumatique sur un cours d'eau en amont, remontent jusqu'aux plages du Pas-de-Calais comme Boulogne-sur-Mer et chargent les migrants directement dans la mer. Un mode opératoire qui complique la tâche des forces de l'ordre, car une fois les migrants dans l'eau, les agents n'ont plus le droit d'intervenir et doivent passer le relais aux sauveteurs. Encore faut-il que le groupe de migrants demande une assistance. Avec six navires opérationnels, le Cross Gris-nez est particulièrement à l'affût des appels de détresse en mer. Mais pour échapper aux policiers, les migrants privilégient aussi désormais des points de départ plus au sud : *"Nous devons bien réfléchir où positionner les bateaux de sauvetage"*, précise la porte-parole qui a enregistré au printemps le renfort de deux bateaux de sauvetage gérés par la société privée Sea Owl. En outre, alors que les passeurs faisaient monter une trentaine de migrants par embarcation jusqu'en 2023, cette moyenne a grimpé à 40-50 personnes par bateau ces derniers mois, ce qui rend les opérations de sauvetage en mer de plus en plus complexes: *"On a eu des opérations très délicates au début de l'année. Ce sont souvent des bateaux souples qui se plient au milieu avec les effets de houle, et un boudin qui n'est pas compartimenté, en d'autres termes, si ça se perce d'un côté, ça se dégonfle complètement."*

Chaque fenêtre météo favorable à des départs provoque des tentatives de traversées. Entre le mercredi 9 et le jeudi 10 août, **66 migrants, à bord de deux embarcations au large de Berck, ont été secourus par les services de secours français.** Mercredi soir, **70 personnes ont été interceptées** par les forces de l'ordre alors qu'elles tentaient de prendre la mer sur un bateau gonflable depuis la plage du Portel, près de Boulogne-sur-Mer. La scène, qui s'est déroulée sous les yeux des touristes présents sur la plage, a été filmée par drone par un particulier. *"Dans le chaos ambiant, une quinzaine [de personnes] ont tout de même réussi à prendre la mer"*.

C'est sans doute l'une des conséquences du retour du beau temps : **de nombreux migrants ont tenté ces derniers jours de traverser la Manche**, afin de rejoindre l'Angleterre. En moins de 24 heures, **deux embarcations transportant des dizaines de personnes** ont été secourues au large du Pas-de-Calais. Jeudi matin 10 août 2023, **58 personnes se sont retrouvées en difficulté** à bord d'une embarcation près de Berck-sur-mer. La veille, ce sont **8 réfugiés qui ont été sauvés** en baie d'Authie, alors qu'ils s'étaient retrouvés bloqués entre deux bancs de sable.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/plusieurs-dizaines-de-migrants-secourus-dans-la-manche-au-large-du-pas-de-calais-7348792>

Le jeudi 10 août, **755 migrants** ont tenté de rejoindre l'Angleterre. C'était une journée record depuis le début de l'année.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/un-migrant-mort-et-plusieurs-disparus-au-large-du-pas-de-calais-1199116>

MÉDITERRANÉE

TENTATIVES DE TRAVERSEES MASSIVES

Les tentatives de traversées depuis l'Afrique du Nord se multiplient depuis plusieurs semaines, malgré des conditions météorologiques très variables. Les tentatives de traversées sont d'autant plus dangereuses que les navires humanitaires ne peuvent plus sauver plusieurs embarcation à la fois, mais doivent débarquer les exilés dans un port italien souvent fort loin du lieu où ils ont sauvé des vies humaines. De plus les nombreux contrôles administratifs pour les navires humanitaires retardent leur retour en mer. Le 11 juillet 2023, l'Ocean Wiking a été immobilisé durant 10 jours sous

un prétexte futile concernant les "radeaux de survie", un "point qui n'avait pourtant jamais été relevé" au cours de sept contrôles précédents.

Une année particulièrement meurtrière en Méditerranée

Depuis les expulsions tunisiennes de plusieurs centaines de migrants subsahariens vers la Libye et l'Algérie, des centaines d'exilés ont tenté de traverser la Méditerranée centrale. Au moins 1 848 migrants y sont morts depuis le début de l'année, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), contre 1 417 sur l'ensemble de l'année 2022. En y ajoutant les décès en Méditerranée occidentale (200 entre le Maroc et l'Espagne) et orientale (49 entre la Turquie et la Grèce), le bilan dépasse déjà les **2 000 morts depuis le début de 2023**. Avec les crises politiques en Tunisie et au Niger qui génèrent des déplacements de populations, l'année 2023 pourrait se présenter comme l'une des pires qu'a connue la Méditerranée depuis 2016 où 5 136 migrants avaient péri en mer.

Le rythme effréné des traversées de la Méditerranée ne décroît pas. Selon les dernières statistiques du HCR, près de **120.000 personnes ont débarqué depuis début 2023 en Europe** via la Méditerranée dont plus de 90.000 en Italie. De son côté l'OIM note que plus de **1.800 personnes** ont déjà été signalées comme **mortes ou disparues** le long de cette route cette année. La Méditerranée centrale est l'une des routes migratoires les plus actives et les plus dangereuses au monde. Plus de 75% des victimes en Méditerranée au cours des dix dernières années ont été enregistrées en Méditerranée centrale. Les trois agences onusiennes renouvellent leur appel en faveur **d'un accès plus large à des voies sûres et régulières pour la migration et l'asile** dans l'Union européenne, afin **d'éviter que les personnes n'aient à recourir à des voyages dangereux** en quête de sécurité et de protection.

<https://news.un.org/fr/story/2023/08/1137522>

ASTRAL (VOILIER)

Durant la journée de vendredi 11 août 2023, un hélicoptère des services de secours maltais a évacué une femme enceinte transférée sur l'Ocean Viking après avoir d'abord été secourue par l'ONG Open Arms, à bord de l'Astral.

AURORA

L'Aurora, navire de l'ONG SeaWatch, a pu secourir **22 personnes au sud de Lampedusa** après que celles-ci ont été repérées par l'avion **Seabird** de l'ONG. Les autorités italiennes leur ont assigné le port de **Pozzallo**, 12 fois plus éloigné que Lampedusa du lieu du sauvetage.

NADIR

L'ONG allemande ResQShip a indiqué samedi 12 août 2023, avoir secouru plus de 600 personnes à bord du Nadir durant les deux jours précédant, parmi lesquelles plusieurs femmes enceintes et enfants. Au moins une centaine d'exilés ont été conduits vers le port de Lampedusa tandis que d'autres ont été confiés à l'Ocean Viking.

L'OCEAN VIKING

Jeudi 10 août 2023, l'Ocean Viking de l'ONG SOS Méditerranée a **porté secours à 55 personnes**, dont 5 femmes et 12 mineurs non accompagnés, au large de la Libye. Le navire humanitaire, qui venait de repérer à la jumelle l'interception d'un autre bateau de migrants par les garde-côtes libyens, a décidé de venir en aide à cette barque surchargée et en fibre de verre, donc "*impropre à la navigation*" selon elle. "*Les personnes étaient parties de Sabratah en Libye dans la nuit*", a précisé SOS Méditerranée. "*Toutes les personnes sont maintenant saines et sauvées à bord du bateau de SOS Méditerranée*". Vendredi 11 août 2023, le navire remontait la côte tunisienne au large de Lampedusa.

C'est la plus grande opération de sauvetage jamais réalisée par l'Océan Viking. En 48 heures, **15 opérations de sauvetage successives** ont permis de **porter secours à 623 exilés** en détresse sur les embarcations qui devaient leur permettre de rejoindre les côtes européennes. Sur ces 15 opérations, 14 se sont déroulées sur la route entre Sfax, en Tunisie, et l'île italienne de Lampedusa, indiquant que la majorité des personnes secourues ont embarqué en Tunisie. Parmi les 623 personnes secourues, SOS Méditerranée a dénombré 15 enfants, 146 mineurs isolés et 462 adultes, principalement originaires du Soudan, de Guinée Conakry, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Bénin et du Bangladesh. Suivant les consignes données par les autorités italiennes, l'Océan Viking a d'abord accosté dans le port sicilien d'**Empedocle** pour y débarquer 369 personnes, avant de déposer les 254 autres à **Civitavecchia**, dans la région de Rome.

Ces sauvetages ont notamment pu être réalisés grâce à la coopération entre les différents ONG présentes dans la zone. Mais les **ports choisis pour les débarquements sont trop éloignés** restreignant pas là-même leur action auprès des migrants en mer. Ces choix sont régulièrement critiqués par les ONG, qui appellent à une meilleure coordination sur l'île de Lampedusa. Notamment pour accélérer le transfert des rescapés vers le continent et permettre ainsi d'accueillir davantage et plus facilement les exilés secourus dans ce port proche des côtes tunisiennes et libyennes.

HUMANITY 1

Le navire Humanity 1 de l'ONG SOS International a affirmé avoir pris à son bord plus d'une **centaine d'exilés en détresse au large de la Libye**. La plupart se trouvaient à bord de petits bateaux pneumatiques surchargés, dépourvus de gilets de sauvetage. Les autorités italiennes ont assigné au Humanity 1 le port d'**Ancona** comme lieu de débarquement, **situé à plus de 1 400 km de la zone de sauvetage**, soit 4 jours de navigation.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

Le gouvernement allemand prévoit de réduire, à partir de l'année prochaine, de près de 60 % le budget consacré au **soutien psychologique et thérapeutique pour les réfugiés** en Allemagne. La Baff est une organisation qui regroupe, depuis une trentaine d'années, des centres d'aide et des projets pour les victimes de violations des droits de l'homme et de persécutions politiques. Elle est principalement financée par des dons et répond à des appels d'offres du gouvernement pour des projets spécifiques et limités dans le temps. L'accès au soutien psychosocial, qui se penche sur l'état psychologique des patients et leur intégration dans leur environnement social, est *"essentiel à la survie"* des réfugiés traumatisés. Sans ce soutien, les séquelles deviennent chroniques et auront des *"conséquences fatales"* pour les réfugiés et pour la société dans son ensemble, selon l'organisation. *"Les centres psychosociaux vont devoir licencier des spécialistes et geler les admissions, pendant que de plus en plus de résidents des centres d'hébergement devront être admis dans des cliniques pour une intervention en cas de crise"*. Dans ce contexte, même sans les nouvelles coupes budgétaires, seulement 4 % des réfugiés ayant besoin de soins psychosociaux sont actuellement pris en charge par les centres chapeautés par l'association et ses partenaires. Un rapport a révélé que des réfugiés ayant besoin de soins psychologiques doivent actuellement attendre plus de sept mois avant de pouvoir bénéficier d'une thérapie. 87 % des réfugiés en Allemagne ont vécu des événements potentiellement traumatisants, notamment la guerre ou la persécution. Environ 30 % d'entre eux sont atteints d'une forme de dépression ou de stress post-traumatique. *"Une prise en charge psychosociale et thérapeutique précoce et fiable des personnes en quête de protection par des institutions disposant d'une expertise et d'une expérience"*, ainsi que la *"sécurité financière pour les centres psychosociaux et leurs spécialistes"*. Ces dernières années, des attaques perpétrées par des demandeurs d'asile et des réfugiés souffrant de troubles psychologiques - comme l'attaque meurtrière au couteau dans la ville de Würzburg en 2021 - ont mis en évidence la nécessité d'un meilleur accès

aux soins de santé mentale et psychiatriques spécialisés. Or, un demandeur d'asile n'est, en règle générale, pas en droit de bénéficier d'une psychothérapie pendant les 18 premiers mois de séjour en Allemagne. Une nouvelle étude a également révélé que les **familles immigrées** en Allemagne sont aussi **désavantagées dans leur accès aux crèches**. Selon le Conseil d'experts des fondations allemandes sur l'intégration et la migration (SVR), qui a mené l'étude, les enfants immigrés ont tendance à fréquenter moins souvent les crèches que les enfants non issus de l'immigration. Seulement huit enfants sur dix issus de l'immigration ont ainsi fréquenté une crèche en 2020, contrairement à la quasi-totalité des enfants qui ne sont pas issus de l'immigration. L'analyse du SVR a identifié deux principaux obstacles. D'une part, les familles immigrées ont moins confiance dans les services de garde d'enfants. D'autre part, ces familles sont dépassées par le temps et l'argent qu'il faut consacrer à la procédure de demande d'admission dans une crèche. Le rapport recommande notamment aux autorités de pleinement **financer le soutien linguistique**, de considérer le multilinguisme comme un atout et d'améliorer les conditions de travail des employés dans les crèches. La prise en charge de la petite enfance est particulièrement importante pour les enfants d'immigrés car les compétences linguistiques en allemand acquises à cet âge améliorent leurs chances de réussir à l'école.

CROATIE

Dix jeunes handballeurs de l'équipe du Burundi qui participaient à la coupe du monde des moins de 19 ans ont disparu à Rijeka, à l'ouest du pays. Ces joueurs de 17 ans devaient affronter la sélection du Bahreïn ce jeudi, mais le match a dû être annulé. *"Il s'agit de dix jeunes hommes, nés en 2006, qui ont quitté hier (mercredi 9 août 2023) vers 15H30 les locaux d'une cité universitaire de Rijeka (ouest Croatie) et qui sont partis dans une direction inconnue"*, a indiqué la police régionale, précisant que les jeunes hommes ne répondaient plus aux appels téléphoniques. Selon la même source, ces participants au Mondial, qui se déroule du 2 au 13 août 2023 dans plusieurs villes croates, étaient logés dans cette cité universitaire de la ville portuaire. Les athlètes ont-ils profité de la compétition pour tenter leur chance en Europe ? Impossible à dire pour l'instant. La police a lancé une opération *"dans le but de retrouver les personnes disparues et pour établir les faits et les circonstances de leur disparition"*. Les Burundais fuient depuis de nombreuses années une situation économique et politique très difficile. En 2020, plus de 85 % de la population vivait sous le seuil de grande pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour. En 2021, le pays se classait 187e sur 191 pays du classement de l'indice de développement humain. À cela s'ajoute une crise politique débutée en 2015 et qui ne cesse de s'enliser. Située à l'entrée de l'Union européenne, sur la route des Balkans, la Croatie constitue une position stratégique pour les migrants africains qui cherchent à venir en Europe.

ESPAGNE

La logistique d'une organisation criminelle qui organisait le **transfert de Syriens depuis le Liban jusqu'en Espagne, Allemagne et Norvège a été démantelée**, dimanche 13 août 2023. Ce démantèlement a été réalisé « en collaboration avec Europol et la police fédérale d'Allemagne ». Plusieurs perquisitions ont été effectuées dans les villes de Tolède et Cuenca. De l'argent en liquide, des véhicules, des documents et des appareils électroniques ont été saisis. 19 personnes suspectées d'appartenir à cette organisation criminelle ont été arrêtées et **six d'entre elles placées en détention provisoire**. « La route migratoire traversait trois continents, à savoir l'Asie, l'Afrique et l'Europe, par voies aérienne, maritime et terrestre », pour laquelle chaque migrant « payait 20 000 euros ». Le réseau avait des relais dans chaque pays avec d'autres organisations criminelles et se faisait payer par la méthode de la « hawala », un canal informel de transfert de fonds qui a permis au réseau de récolter 2,5 millions d'euros de bénéfices. La route migratoire commençait au Liban, où les migrants embarquaient depuis l'aéroport international de Beyrouth jusqu'en Égypte, moyennant 4 000 euros. De là, les syriens passaient par voie terrestre en Libye, en Tunisie et jusqu'en Algérie pour 3 500 euros. Depuis Oran et Mostaganem, elles utilisaient des embarcations pour rejoindre les côtes espagnoles, moyennant 10 000 euros. Une fois en Espagne, les migrants transitaient en voiture jusqu'à Madrid, Cuenca et Tolède, où ils restaient cachés dans des conditions terribles moyennant 250 euros

par semaine jusqu'à ce qu'ils obtiennent des papiers. Une fois obtenue, ils pouvaient soit rester en Espagne, soit continuer la route jusqu'en Allemagne ou Norvège (contre 1.000 et 2.000 euros).

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/immigration-demantelement-en-espagne-dun-vaste-reseau-de-passeurs-de-migrants-venant-de-syrie-b9ddf5ea-39cc-11ee-8a20-a93862cd4685>

GRECE

Le gouvernement grec veut **construire un autre centre fermé pour migrants sur l'île de Lesbos**, mais le Conseil d'État a révoqué le permis de construire pour la route d'accès, en raison d'un manque d'étude environnementale. L'ensemble du projet propose de niveler jusqu'à 21 000 hectares de pins au cœur de la plus grande forêt égéenne. Malgré cette décision, le nouveau ministre grec des Migrations, assure que le nouveau camp sera construit. *« La construction de la nouvelle installation à Vastria se déroulera normalement. Le ministère de l'Immigration et de l'Asile a déjà assuré que la nouvelle structure répondra à toutes les conditions et spécifications environnementales requises par le cadre législatif pertinent et la récente décision du Conseil d'État. »* La population de Lesbos est pourtant très opposée à ce projet, et c'est un groupe d'habitants de l'île qui a saisi le Conseil d'État.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

ITALIE

Près de **60 migrants ont été secourus** par les garde-côtes italiens, **samedi 5 août 2023**, après le naufrage de 2 embarcations à une quarantaine de kilomètres de l'île de Lampedusa. Une trentaine d'autres sont portés disparus, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les migrants se sont retrouvés dans des conditions météorologiques catastrophiques. Leurs embarcations en métal qui seraient parties jeudi 3 août 2023 de Sfax, en Tunisie, n'ont pas résisté longtemps aux vagues de plusieurs mètres de haut. On y voit notamment des dizaines de migrants s'agripper les uns aux autres pour ne pas se noyer, tandis que d'autres tentent de grimper à bord du navire de la Guardia costiera à l'aide de filets placés sur la coque. Des plongeurs ont également sauté dans l'eau pour venir en aide aux migrants. Alors que le mauvais temps persistait dimanche 6 août 2023, les secours aériens italiens sont parvenus à **mettre en sécurité 34 autres migrants** piégés depuis vendredi soir à Capo Ponente, une falaise de 140m de haut à la pointe ouest de Lampedusa. Les rafales de vent à 60 km/h et la hauteur des vagues ont rendu impossible toute opération de sauvetage maritime ou aérienne pendant 48 heures. Les garde-côtes sont donc restés à distance de la falaise et ont fait descendre des vivres ou encore des couvertures thermiques aux migrants bloqués, tous adultes. Après l'opération, un homme inconscient et une femme enceinte de 8 mois ont été transportés aux urgences par ambulance. Une enquête sur les naufrages a été ouverte en Sicile. Le chef de la police d'Agrigente, chargé de l'enquête, a souligné que le mauvais temps était annoncé. *"Ceux qui leur ont permis de partir, ou les ont forcés à partir, sont des fous criminels sans scrupules". "Une mer bien agitée est prévue pour les jours qui viennent. Espérons qu'ils vont arrêter" de faire partir des gens. "Par cette mer, c'est les envoyer à l'abattoir".*

Quarante et un migrants ont trouvé la mort entre le 3 et le 4 août 2023 dans le détroit de Sicile, après le naufrage de leur embarcation, apprend-on mercredi 9 août 2023. Trois enfants se trouvent parmi les victimes. Quatre exilés, deux hommes, une femme et un mineur, originaires de Côte d'Ivoire et de Guinée Conakry, ont survécu et ont été **secourus par le cargo maltais "Rimona"** battant pavillon maltais. Ce sont eux qui ont raconté le drame. L'embarcation, une barque en métal de 7 mètres de long, était partie jeudi dernier **de Sfax**, en Tunisie. Au bout de **six heures de navigation**, elle a chaviré à cause d'une grosse vague. Sur la quarantaine de passagers à bord, **15 étaient équipés de gilets de sauvetage**, ce qui n'a pas empêché la majorité des passagers de se noyer. Les quatre rescapés disent être **restés plusieurs heures dans l'eau**, jusqu'à parvenir à grimper sur un second bateau en métal qui dérivait, sans moteur, probablement abandonné après un transbordement de migrants. Ils auraient ainsi **dérivé pendant environ 4 jours** avant d'être repérés et secourus. Le même jour, un avion de **Frontex a repéré les quatre migrants à la dérive au large de la Libye** et

déclenché des opérations de sauvetage. Ce sont les garde-côtes italiens qui ont dépêché un patrouilleur dans la zone. Le patrouilleur a pu récupérer les exilés à bord du cargo maltais, pour les ramener jusqu'à Lampedusa. Pour l'instant, ni le "Rimona", ni les garde-côtes n'ont retrouvé les corps des disparus. Aussitôt, les principaux responsables politiques italiens de l'opposition ont réagi au drame, accusant le gouvernement de négligence. *"La nouvelle dramatique arrivée aujourd'hui à Lampedusa d'un énième massacre de migrants ainsi que les conditions de survie réelles dans le hotspot de l'île, aux prises avec un nombre record de débarquements, témoignent de la difficulté de ce gouvernement à gérer la question migratoire"*, a déclaré le vice-présidente des députés du Parti démocrate.

Les tentatives de traversées de la Tunisie vers l'Italie se sont multipliées depuis le début de l'année avec près de 92 000 migrants arrivés sur les côtes italiennes, soit deux fois plus qu'à la même période de l'an dernier, selon les autorités italiennes. Selon l'OIM, cette route a fait au moins 1 800 morts depuis le début de l'année, dont la moitié des corps repêchés au large des côtes tunisiennes, même si ce chiffre reste largement sous-estimé. Quelque 34 290 autres migrants ont été secourus ou interceptés.

Les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères **italiens viennent d'être condamnés en justice par la Cour de Rome** pour avoir refoulé un mineur isolé afghan vers la Grèce. Le jugement, rendu en juillet, vient d'être diffusé publiquement par le tribunal le 9 août. L'affaire remonte au 16 mars 2023. Le jeune Afghan de 17 ans a été **refoulé au port de Brindisi**, au sud de l'Italie, via une procédure de *"réadmission informelle"* vers la Grèce. Autrement dit : **il s'est vu refuser la possibilité même de demander l'asile sur le sol italien**. La police aux frontières de Brindisi a indiqué que le mineur avait *"nié vouloir demander une protection internationale, signant une déclaration à cet effet"*. Mais selon les associations, la procédure s'est déroulée *"sans présence d'un médiateur linguistique"*. Lors des appels que le jeune homme a passés aux associations et avocats, ces derniers ont constaté qu'il était retenu dans des conditions indignes au port de Brindisi, *"vêtu seulement de sous-vêtements et enfermé dans la cabine d'un navire"*, et qu'il exprimait *"sa peur d'être renvoyé en Afghanistan"*. Le temps du refoulement, le jeune homme aurait ainsi été *"détenu à l'intérieur d'une cabine"* d'un *"ferry"* puis *"transféré dans un autre lieu et remis à la garde d'agents d'un pays étranger"*, détaille le jugement. Saisie de cette situation, la **juge de la Cour de Rome** en charge de l'affaire a considéré que le jeune avait le droit de *"présenter une demande de protection internationale en Italie"*. Les deux ministères ont donc été condamnés à payer les frais du procès, s'élevant à 1 800 euros. Surtout, la Cour a ordonné aux autorités administratives d'autoriser l'entrée *"immédiate"* du jeune demandeur en Italie, et d'enregistrer sa demande de protection internationale. Au-delà du cas de ce jeune homme, **cette décision de justice condamne la pratique des "réadmissions informelles", prises sur la base d'accord intergouvernementaux**. Ce type d'accords permet, par exemple, à la France de refouler vers l'Italie à Montgenèvre ou Menton - des pratiques régulièrement attaquées devant la justice. Entre l'Italie et la Grèce, l'accord bilatéral en question remonte à 1999. Ce type d'accord n'a jamais été ratifié par le Parlement : il n'est donc jamais entré dans la législation en tant que telle. Par conséquent, ces accords bilatéraux ne doivent pas *"déroger aux lois italiennes ou aux réglementations européennes ou internationales en vigueur"*, réaffirme la Cour de Rome. Et l'accès à la **protection internationale pour les mineurs isolés est, en droit européen, garantie partout dans l'UE**. De plus, parce qu'ils reposent sur un simple accord entre deux pays et ne figurent pas dans la loi ou la Constitution, ces accords empêchent les personnes concernées de pouvoir faire appel rapidement d'une décision de refoulement. *"L'absence d'une disposition attaquable"* revient à *"priver la personne"* de son droit à un *"recours effectif"*, conclut la Cour de Rome. Et ce, en violation notamment de l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme. Après *"deux ou trois jours en cellule au port d'Igoumenitsa"*, sur la côte ouest de la Grèce, le jeune Afghan a été *"transféré dans un centre pour mineurs à Thessalonique"*, à 300 kilomètres de là, sur la côte est de la Grèce. Les *"violations et lacunes systémiques"* dans la prise en charge des mineurs en Grèce sont *"considérées comme connues, du moins des opérateurs du secteur"*, considère le tribunal italien. De fait, le jeune homme a décrit des *"conditions d'accueil insuffisantes"*

en Grèce, en particulier lorsqu'il a fini par être transféré vers un établissement pour adultes malgré sa minorité. Cette décision met surtout *"en évidence ce qui continue de se passer dans les ports de l'Adriatique"*, à savoir : *"les refoulements de demandeurs d'asile et de mineurs non accompagnés, dans la continuité des pratiques pour lesquelles l'Italie a déjà été condamnée"*. En 2014, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) avait en effet déjà condamné l'État pour ce fait. Asgi a porté cette affaire en justice aux côtés de No Name Kitchen, Lungo La Rotta Balcanica (membre du Réseau des ports adriatiques) et Equal Rights Beyond Borders. Depuis plusieurs années, ces ONG dénoncent les atteintes au droit d'asile dans les ports italiens. *"Bien que les autorités italiennes aient affirmé à plusieurs reprises que cette pratique avait cessé, nous avons constaté qu'elle se poursuivait pleinement"* constatait aussi, huit ans après la condamnation par la CEDH, le consortium de journalistes de Lighthouse Reports. Leur enquête parue en janvier 2023 a mis en lumière la **réétention d'adultes mais aussi d'enfants dans des "prisons non officielles, sous la forme de box métalliques et de pièces sombres"**, dans des navires italiens, pour les refouler vers la Grèce. Avec cette nouvelle condamnation, les ONG invitent aujourd'hui à redoubler de vigilance pour que la jurisprudence soit, une fois pour toutes, appliquée dans les ports italiens.

POLOGNE

La crise migratoire à la frontière polonaise est-elle en train de se réactiver ? C'est ce qu'affirment les autorités polonaises. Le commandant en chef des garde-frontières polonais a affirmé lundi **7 août 2023** que **19 000 migrants avaient tenté d'entrer en Pologne** depuis le début de l'année, contre 16 000 sur toute l'année 2022. *"Le record"* a été battu en juillet, avec plus de 4 000 personnes qui ont essayé de passer la frontière. *"Il s'agit d'une opération organisée par les services spéciaux russes et biélorusses, de plus en plus intense"*, a déclaré le vice-ministre polonais de l'Intérieur. Les services biélorusses se sont transformés en *"un groupe criminel ordinaire qui organise la migration illégale"*, cette activité leur permettait de générer *"d'énormes profits"*. Pour faire face à la situation, les garde-frontières polonais ont demandé lundi **l'envoi d'un millier de soldats supplémentaires dans la zone frontalière**.

Mercredi 9 août 2023, le vice-ministre de l'Intérieur, a déclaré que **2 000 soldats supplémentaires** allaient être déployés à **la frontière orientale du pays avec la Biélorussie**. Mise en garde contre la menace de provocations de la part de la Biélorussie et les dangers potentiels posés par le **groupe de mercenaires Wagner** basé dans ce pays. Les troupes devraient être déployées dans les deux semaines à venir. Elles rejoindront les 2 000 soldats qui stationnent déjà près de la frontière avec la Biélorussie, limite orientale de l'UE. Toutes les tentatives d'entrée illégale en Pologne par cette route seraient orchestrées par les services biélorusses. *"Si, de l'autre côté, nous avions de vrais gardes-frontières, et non des services des contrebandiers, ces passages n'existeraient pas du tout"*, a-t-il déclaré.

VATICAN

« L'exploitation des migrants est criminelle. Il n'y en pas en Europe, parce que disons qu'il y a plus d'éducation, mais dans les lagers d'Afrique du Nord... Je vous conseille une lecture. Il y a un petit livret qu'a écrit un migrant qui, pour venir de Guinée en Espagne, a mis, je crois, trois ans parce qu'il a été capturé, torturé, réduit en esclavage. Les migrants dans ces lagers de l'Afrique du Nord, c'est terrible. En ce moment - la semaine dernière - l'association Mediterranea Saving Humans a travaillé pour sauver des migrants qui se trouvaient dans le désert entre la Tunisie et la Libye, parce qu'ils avaient été laissés là pour mourir. Ce livre s'appelle Hermanito (Petit frère), il se lit en deux heures, il en vaut la peine. Lisez-le et vous verrez le drame des migrants avant leur embarquement. Les évêques de la Méditerranée auront cette rencontre, même avec quelques politiciens, pour réfléchir sérieusement au drame des migrants. La Méditerranée est un cimetière, mais ce n'est pas le plus grand cimetière. Le plus grand cimetière, c'est l'Afrique du Nord. » Pape François, de retour des JMJ De Lisbonne.

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2023-08/pape-francois-conference-presse-avion-retour-lisbonne.html>

EUROPE

BOSNIE-HERZEGOVINE

724 Cubains ont demandé l'asile en Bosnie-Herzégovine depuis le début de l'année, soit 200 de plus que l'an dernier à même date. Cuba arrive en cinquième position des demandeurs d'asile : depuis le 1er janvier, 16 117 migrants ont exprimé leur intention de demander l'asile en Bosnie-Herzégovine, dont 7698 venant d'Afghanistan, 3359 du Maroc, 834 du Bangladesh, 799 du Pakistan et 724 de Cuba. Viennent ensuite le Congo (539), l'Iran (469), l'Algérie (252), la Syrie (207), l'Inde (145), etc. Ce grand nombre de Cubains en Bosnie-Herzégovine surprend, étant donné qu'il existe des endroits beaucoup plus proches pour rejoindre l'Union européenne. Cela confirme que le pays est une salle d'attente pour l'Union en raison de ses frontières « creuse ».

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

ROYAUME-UNI

Les premiers **demandeurs d'asile au Royaume-Uni ont pu embarquer sur la barge** flottante "Bibby Stockholm" sur l'île de Portland (Dorset), lundi 7 août 2023, après un retard d'une semaine, les failles sur les alarmes incendies sont-elles réparées. Il est pour l'instant difficile de savoir combien de demandeurs d'asile sont montés à bord du bâtiment, mais un grand autocar bleu sont partis vers 12h40 avec quelques passagers à son bord : "*À l'hôtel China de Bournemouth, toutes les personnes sauf une, sur les 9 qui étaient censées sont montées dans le car*". Longue de 93 mètres et large de 27, la barge flottante est censée accueillir jusqu'à 506 demandeurs d'asile hommes âgés de 18 à 65 ans, pendant 3 à 6 mois, le temps que leur situation administrative soit examinée. Deux autres barges sont censées entrer en service dans les mois à venir. Cette stratégie, du gouvernement britannique, est censée permettre de diviser par deux la facture de l'hébergement en hôtel ou en hébergement privé des 130 000 demandeurs d'asiles qui attendent une première décision sur leur cas au Royaume-Uni. Cette facture s'élevait jusqu'à présent à 6 millions de livres (7 millions d'euros) par jour, soit 2,3 milliards de livres (2,7 milliards d'euros) par an.

Le gouvernement britannique se heurte à de nombreuses critiques sur ce projet. Les barges flottantes ont été décrites par l'opposition et les associations d'aide aux migrants comme des "*prisons flottantes*" qui pourraient réactiver des traumatismes chez de nombreux migrants ayant vécu des traversées maritimes cauchemardesques. Plus de 50 organisations nationales et militantes, dont le Conseil des réfugiés, Asylum Matters et Refugee Action, ont qualifié le programme du gouvernement de "*cruel et inhumain*", arguant que cette barge proposait des "*conditions proches de la détention*". Le gouvernement assure, lui, que les demandeurs d'asile pourront aller et venir à leur guise dans le bâtiment. Les décisions radicales du gouvernement pourraient coûter cher aux conservateurs, à un an de la prochaine élection générale de 2024. Par ailleurs le gouvernement britannique finance largement les effectifs et le matériel utilisé pour surveiller le littoral français afin d'empêcher les départs en bateau depuis les plages du Nord et du Pas-de-Calais. Malgré un renforcement sans précédent des effectifs sur place, les tentatives de traversées restent à un niveau élevé depuis le début de l'année. Lors des deux derniers mois, plus de 8 150 migrants ont tenté de traverser la Manche contre 7 700 sur la même période en 2022, selon la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord.

À l'heure actuelle, près de 8 000 Afghans demeurent pris en charge dans des hôtels depuis la reprise de Kaboul par les Talibans en août 2021. Mais courant mai 2023, ils sont nombreux à avoir reçu des **notifications les obligeant à quitter ces hébergements** provisoires dans les prochains mois. Fin mars, le gouvernement britannique avait présenté son plan pour transférer ces Afghans vers des logements pérennes. Problème : une seule et unique proposition officielle de logement stable peut leur être faite. En cas de refus, aucune alternative ne leur est présentée. Les personnes se retrouvent donc à chercher par elles-mêmes des solutions. Une enveloppe de 285 millions de livres sterling a été

débloquée en direction des collectivités afin de soutenir le processus de réinstallation. Fin juillet, le gouvernement leur a été demandé "*d'intensifier*" le rythme des transferts. L'enveloppe a été augmentée dans ce but - elle n'était que de 35 millions de livres sterling à l'origine. Les propriétaires sont également encouragés à participer à un "*effort national*", et peuvent utiliser un site en ligne dédié au programme de relogement des Afghans qui finance l'hébergement hôtelier. Les hôtels n'ont "*jamais été pensés comme une solution durable*", a rappelé le ministre du gouvernement chargé des anciens combattants, qui porte ce dossier. "*C'est injuste pour les Afghans qui y vivent, incapables de s'enraciner plus durablement dans la société, et c'est injuste pour le contribuable, qui paie actuellement la facture*". Dès la présentation de ce plan gouvernemental, des élus et ONG avaient fait part de leurs craintes des remises à la rue. Aujourd'hui, ces craintes sont devenues une réalité. Selon des chiffres communiqués le 4 août 2023, **un Afghan sur cinq se déclare sans domicile fixe auprès des autorités locales, après avoir dû quitter son hébergement dans le cadre de ces évictions**. Et ce, sans compter les exilés qui pourraient sortir des radars des conseils locaux en quittant leurs hôtels. "*Cette situation est susceptible de s'aggraver considérablement*" dans les semaines à venir "*car le ministère de l'Intérieur cessera de payer les hôtels-relais restants*" pour poursuivre les transferts. Quelques exceptions sont prévues pour prolonger l'hébergement provisoire, notamment pour raisons médicales. "*Le gouvernement devrait payer pour garder les places d'hôtel ouvertes pour ceux qui ont du mal à trouver un logement*". Mais aussi pour laisser davantage de temps aux collectivités dans "*la recherche de maisons et d'écoles pour les familles afghanes*". La mise en œuvre du plan fait également débat au sein de la représentation nationale. Un député travailliste qualifié la situation d'"*honteuse*". Certaines ONG dénoncent, elles, un manque d'anticipation depuis le début : "*Les hôtels ne sont pas l'endroit idéal pour les réfugiés, mais le fait que des milliers d'Afghans y soient restés pendant des mois est une conséquence de la mauvaise gestion du gouvernement et de son incapacité à travailler en partenariat avec les municipalités (...) pour trouver un logement convenable*", avait jugé le directeur général du Conseil pour les réfugiés, dès fin mars 2023. La réponse est : "*nous avons trop de personnes dans les hôtels, et nous voulons qu'elles soient réintégrées dans la société britannique. C'est aussi simple que ça*".

Les **amendes** prévues pour les **patrons qui emploient des exilés** en situation irrégulière vont être triplées, a annoncé le gouvernement dimanche 6 août 2023. Celles-ci s'élèveront désormais à 45 000 livres sterling (**52 000 euros**) pour une première infraction, et jusqu'à 60 000 livres (69 500 euros) en cas d'infractions répétées. Les **amendes aux personnes qui louent leurs biens à des migrants n'ayant pas de droit au séjour** sur le sol britannique passeront, elles, à 5 000 livres par locataire, soit **5 800 euros**. Les violations répétées pourront atteindre 10 000 (11 600 euros) livres par occupant. "*Les employeurs et les propriétaires doivent vérifier l'admissibilité de toute personne qu'ils emploient ou à qui ils louent une propriété, tance le ministère. Il existe plusieurs façons de procéder [...] notamment via [...] un système de vérification en ligne du Home Office, qui ne prend que cinq minutes*". En cas d'entorses à la loi, les nouvelles amendes s'appliqueront "*début 2024*" pour "*les plus élevées*". Pour le ministre de l'Immigration, "*rendre plus difficile, pour les migrants illégaux, l'accès à l'emploi au Royaume-Uni*" est "*essentiel pour dissuader les traversées dangereuses et inutiles de petits bateaux*". "*L'augmentation des amendes dissuadera les employeurs et les propriétaires de se livrer à ces pratiques illégales et dangereuses, et dissuadera davantage les gens de tenter de venir illégalement au Royaume-Uni*", abonde le communiqué du Home Office. Les demandeurs d'asile pourraient **être envoyés sur l'île de l'Ascension**, au beau milieu de l'océan Atlantique. "*Cette crise dans la Manche est urgente, nous devons examiner toutes les possibilités et c'est ce que nous faisons*", a déclaré lundi 7 août 2023 la secrétaire d'État aux Affaires intérieures.

Londres a annoncé mardi 8 août 2023, un **partenariat renforcé avec Ankara "pour écraser les réseaux de passeurs"**. Cet accord consiste en la création d'un "*centre d'excellence*" dédié, installé en Turquie par la police nationale turque et soutenu par le Royaume-Uni. Le partage de données et de renseignements sera facilité entre les deux pays. La coopération entre d'un côté les effectifs de la National Crime Agency (agence nationale du crime) et du Home Office Intelligence

(renseignements du ministère de l'Intérieur) déjà basés en Turquie, et de l'autre leurs homologues turcs, sera rendue plus étroite par la création de ce centre. L'un des objectifs affichés est **"perturber la chaîne d'approvisionnement" des bateaux de fortune** acheminés à travers l'Europe, annonce le Home Office le 9 août 2023. Londres prévoit aussi d'envoyer davantage d'officiers du renseignement en Turquie, pour renforcer la lutte contre les réseaux de passeurs. *"Nous partagerons de manière accrue nos renseignements, effectifs et technologies pour perturber et démanteler les réseaux de passeurs ainsi que la fabrication et la fourniture de matériaux permettant les traversées en bateaux"*, a synthétisé le ministre britannique en charge de l'immigration. *"Comme je l'ai dit de manière claire, nous devons tout faire pour écraser les réseaux de passeurs et arrêter les bateaux"*, a déclaré de son côté la ministre britannique de l'Intérieur. *"Notre partenariat avec la **Turquie, un ami proche et un allié**, permettra à nos services de travailler ensemble sur ce problème international."* L'annonce fait suite à sa visite en Turquie, le mois dernier. Celui-ci s'était notamment rendu au poste-frontière de Kapikule, l'une des principales zones d'entrée entre la Bulgarie et la Turquie. Quelle enveloppe a été versée à la Turquie dans le cadre de cet accord ? Il a répondu : *"ce n'est pas qu'une question d'argent (...) Il s'agit surtout de partage de renseignements et d'informations."* On sait que le Home Office a déjà versé près de 3,5 millions d'euros en 2022 aux garde-frontières turcs pour repousser les exilés. Cet argent avait été *"détourné du budget de l'aide publique au développement (APD) et acheminé par l'intermédiaire des opérations internationales du ministère de l'Intérieur, qui fait partie de la direction du renseignement du ministère"*, avait détaillé The Guardian. Le Royaume-Uni a également fourni des équipements et entraîné la police nationale et les garde-côtes turcs. En juin 2022, les autorités britanniques ont notamment fourni neuf véhicules à la police nationale turque pour surveiller la frontière iranienne, passage obligé pour de nombreux Afghans. *"Ce financement nous permet d'exercer notre soft power dans d'autres domaines, et peut-être d'obtenir des accords de réadmission"*, avait confié une source interne du Home Office. En clair, le Royaume-Uni espère **obtenir en échange l'aval de la Turquie pour y expulser des ressortissants** de pays tiers présents sur son sol. Une prochaine réunion de dialogue sur la migration entre le Royaume-Uni et la Turquie doit se tenir cet automne à Londres. Le Home Office défend l'inscription de cet accord dans une série de partenariats récents, avec des pays comme la Bulgarie et la Géorgie, ou encore avec la France et l'Albanie. Ces accords ont, selon son communiqué, *"entraîné une baisse de 90 % des arrivées de petits bateaux albanais au premier trimestre 2023, par rapport à la même période l'an dernier, et une augmentation de 40 % du nombre de tentatives de franchissement illégal déjouées par les Français l'an dernier, par rapport à l'année précédente."* Sauf que ce bilan dans la Manche est à nuancer. Les tentatives de traversées dans la Manche ont augmenté de 22 % en juin, malgré le renforcement des effectifs de police co-financés par les britanniques. Les conservateurs britanniques sont accusés par les membres du Labour de multiplier les annonces pour détourner l'attention de leur *"échec désastreux"* en matière de politique d'asile.

Lundi 7 août 2023, après des semaines de retard, **15 demandeurs d'asile sont montés** à bord de la **barge** ; environ 50 personnes devaient initialement y monter à bord. Mais une vingtaine de ces personnes ont obtenu un sursis de dernière minute, après une série de contestations judiciaires. Les associations affirment vendredi 11 août 2023 que la découverte de bactéries possiblement mortelles constituait une preuve supplémentaire de la « *cruauté* » du projet de l'exécutif.

Avec 755 personnes exilées débarquées jeudi 10 août 2023, à bord de 14 bateaux selon les statistiques du Home Office, le nombre total **d'arrivées de migrants au Royaume-Uni** depuis 2018 vient de **dépasser le cap des 100 000 personnes**. Ce chiffre de 755 est le plus haut jamais atteint depuis le début de l'année 2023. Mardi, les chiffres du gouvernement britannique indiquaient que 99 960 personnes avaient atteint les côtes britanniques à bord de "small boats" depuis 2018. L'année 2022 a été une année record avec 45 755 personnes arrivées par bateau. Depuis le début de l'année **2023, 15 071 personnes** ont déjà foulé le sol britannique. Le Premier ministre s'est donné comme priorité de mettre fin aux arrivées de bateaux de migrants. Près de 8 150 migrants répartis dans 180 embarcations ont tenté de traverser la Manche entre début juin et fin juillet 2023 contre environ 7 700

sur la même période en 2022, selon les chiffres de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord.

Le naufrage de samedi à Sangatte vient conclure la "small boats week". Décrétée par le gouvernement anglais, cette semaine devait être l'occasion pour les autorités de vanter leurs efforts en termes de lutte contre l'immigration illégale mais, entre ce drame et l'évacuation de la barge pour demandeur d'asile à cause de la présence de bactéries dans le système d'eau, elle a rapidement tourné au fiasco.

INTERNATIONAL

379 chercheurs et membres de la société civile de près de 10 pays dénoncent le «**Mémorandum d'entente sur un partenariat stratégique et global entre l'Union Européenne et la Tunisie** » (https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3887) signé le 16 juillet 2023 et contre les politiques d'externalisation des frontières de l'UE. Ils réclament aussi l'ouverture d'un dialogue sur la politique migratoire. Tribune publiée en quatre langues dans différents médias (site ci-dessous).

Le 16 juillet 2023, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, ainsi que les chefs de gouvernement italien et néerlandais, ont annoncé la signature d'un partenariat stratégique avec la Tunisie. L'un des principaux axes de ce texte concerne **l'immigration illégale** et prévoit **de renforcer les contrôles aux frontières** et les **retours de candidats à l'exil en Tunisie**.

Les signataires, ressortissants entre autres de France, Tunisie, Libye, Italie, Allemagne, d'Algérie, du Niger, des États-Unis et du Canada, dénoncent à travers ce texte *"un tournant dangereux dans l'acceptation de ces politiques et des présupposés racistes qui les sous-tendent"*. *"La Tunisie affiche désormais une volonté propre de maintenir un système d'exclusion et d'exploitation des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne"*. En février 2023, le président tunisien avait tenu un discours très dur au sujet de *"hordes des migrants clandestins"* en provenance d'Afrique subsaharienne, dont la présence est, selon lui, source de *"violence, de crimes et d'actes inacceptables"* – voir lettre n°51. Depuis, la situation des exilés subsahariens n'a cessé de se dégrader. Les tensions sont montées d'un cran lorsqu'un Tunisien a été poignardé début juillet lors de heurts avec des migrants. Ensuite, des rafles ont été menées dans différentes villes du pays et des centaines de migrants subsahariens ont été abandonnés, sans eau ni nourriture, dans les zones désertiques frontalières du pays. En signant un tel partenariat avec la Tunisie et sans dénoncer la situation, les signataires de cette tribune estiment que *"de manière opportuniste et irresponsable, l'UE consolide le discours présidentiel et alimente la phobie anti-migrants et anti-noirs, tout en véhiculant l'idée que l'UE aide la Tunisie à protéger ses frontières, et non les frontières européennes"*, ajoutent-ils. Ils dénoncent également que des étudiants, travailleurs, réfugiés et demandeurs d'asile figurent parmi les populations malmenées. Un tel accord entre l'Union européenne et la Tunisie pourrait pousser le président tunisien à *"aller plus loin dans l'externalisation"* car l'accord mentionne un *"système d'identification et de retour des migrants irréguliers déjà présents en Tunisie vers leurs pays d'origine"*. Les auteurs craignent notamment de voir la Tunisie devenir un *"hotspot"* *"empêchant tout accès au continent européen"*. Enfin, ils regrettent un accord *"signé de façon non transparente, sans consultation des parlementaires, des syndicats ou de la société civile"* et qui n'inclut pas de *"garanties précises quant au respect des droits fondamentaux, ni de mesures de suivi sur l'utilisation des dons alloués aux forces de sécurité tunisiennes"*. *"L'UE persiste ainsi dans la volonté de donner un blanc-seing à la Tunisie, une stratégie d'autant plus irresponsable qu'elle est inefficace"*, tance la tribune qui réclame l'ouverture d'un dialogue pour *"faire émerger une réflexion collective sur les solutions politiques face à l'actuel régime meurtrier des frontières"*.

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/140823/contre-les-politiques-europeennes-et-tunisiennes-anti-migrant-es-et-anti-noir-es>

ASIE

TURQUIE

Un nombre croissant de **ressortissants turcs instruits** qui s'opposent au gouvernement **se dirigent vers l'Allemagne**. Beaucoup demandent l'asile, mais les autorités allemandes sont de moins en moins enclines à l'accorder. Selon l'Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés (BAMF), plus de 23 000 citoyens turcs ont demandé l'asile dans le pays depuis le début de l'année, soit une augmentation de 203 % par rapport à la même période l'an dernier. Il y a déjà trois millions de personnes d'origine turque vivant dans le pays, offrant aux nouveaux arrivants des réseaux de familles et d'amis. De nombreux Turcs émigrent également via des canaux irréguliers. En 2021, 7067 citoyens turcs avaient demandé l'asile en Allemagne. Un an plus tard, le nombre de demandes avait plus que triplé pour atteindre 23 938. Cette année, la barre des 23 000 a été dépassée dès juillet. Cependant, le pourcentage de Turcs obtenant l'asile en Allemagne diminue. En 2022, 27,8 % l'avaient obtenu, mais seulement 15 % cette année.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

AFRIQUE

LIBYE

Après plus d'un mois de souffrance, les **exilés bloqués à la frontière entre la Tunisie et la Libye** vont enfin pouvoir quitter cet espace inhospitalier. La Tunisie et la Libye ont annoncé jeudi 10 août 2023 s'être entendus pour se répartir l'accueil des 300 migrants africains bloqués près du poste frontière de Ras Jdir. C'est le ministère de l'Intérieur libyen qui a le premier annoncé la conclusion de cet accord bilatéral *"pour une solution consensuelle, afin de mettre fin à la crise des migrants irréguliers, bloqués dans la zone frontalière"*. *"On s'est mis d'accord pour se partager les groupes de migrants présents sur la frontière"*, a indiqué un porte-parole du ministère tunisien. Un communiqué officiel tunisien a souligné le besoin d'une *"coordination des efforts pour trouver des solutions qui tiennent compte des intérêts des deux pays"*. **"La Tunisie va prendre en charge un groupe de 76 hommes, 42 femmes et 8 enfants"**. Les Libyens prendront en charge le reste des migrants bloqués, **environ 150**, selon le porte-parole officiel tunisien. Les autorités libyennes ont annoncé jeudi 10 août 2023 qu'*"il n'y avait plus aucun migrant irrégulier dans la zone frontalière"* après l'accord. *"Des patrouilles sont organisées en coordination"* entre les deux pays pour *"sécuriser la frontière"*. Côté tunisien, *"le transfert du groupe a eu lieu [mercredi 9 août 2023] dans des centres d'accueil à Tataouine et Médenine*. Le transfert a été confirmé par un migrant nigérian. *"Nous avons tous été rapatriés hier soir [mercredi 9 août] en Tunisie. Nous sommes à Tataouine, dans un centre de l'OIM, a déclaré le jeune homme. Nous avons reçu de l'eau et de la nourriture. Nous allons bien, les enfants vont déjà mieux. Les malades n'ont pas encore été à l'hôpital, ils sont avec nous..."*. Selon lui, l'OIM aurait indiqué aux personnes qu'elles pouvaient rester dans ce centre pendant deux mois. *"Je ne sais pas si c'est vrai"*, met en garde le jeune Nigérian. Début juillet, il affirmait avoir été raflé à Sfax, dans le centre-est de la Tunisie, forcé de monter dans un *"grand bus"* affrété par les autorités tunisiennes, et lâché dans le désert avec *"au moins 150 personnes"*. Trois semaines plus tard, bloqué à la frontière : *"Nous avons manifesté pour interpeller les autorités car on nous traite comme des animaux, mais le président tunisien ne veut pas répondre à nos appels"*. Jusqu'à 350 personnes ont été bloquées à Ras Jedir, parmi lesquelles 12 femmes enceintes et 65 enfants et mineurs, selon des sources humanitaires qui leur ont apporté l'essentiel des aides (nourriture, eau, soins médicaux) depuis le 20 juillet par le Croissant rouge libyen, soutenu par les agences onusiennes. Selon des sources humanitaires interrogées par l'AFP, *"au moins 2 000 ressortissants subsahariens"* ont été *"expulsés"* par les forces de sécurité tunisiennes et déposés dans des zones désertiques aux frontières libyenne et algérienne.

Depuis début juillet, "**au moins 27 migrants**" sont morts dans le désert tuniso-libyen - le Comité des droits de l'homme libyen évoque même un décompte de 35 morts. - et "73 sont portés disparus". Jusqu'à mercredi 9 août 2023, "tous les deux jours une centaine de migrants continuaient d'arriver de Tunisie et à être secourus par les Libyens dans la zone d'Al Assah". Les personnes ont été abandonnées sans eau, ni nourriture, en plein soleil dans cette zone aride, sans que ni l'Union européenne, ni l'Union africaine ne conteste cette situation. Le 12 juillet 2023, le Croissant rouge tunisien (CRT) a mis à l'abri **environ 630 personnes récupérées** à Ras Jdir et en a pris en charge environ **200 autres**, refoulées **initialement vers l'Algérie**.

MAROC

Cinq corps sans vie d'exilés sénégalais ont été récupérés par la marine marocaine, ont annoncé les autorités lundi 7 août. Ces derniers se trouvaient sur une embarcation de 194 personnes qui faisait route vers les îles Canaries. L'embarcation avait chaviré, samedi 5 juillet 2023, au large de Guerguerat, dans le Sahara occidental. C'est dans cette même zone que la marine marocaine a intercepté le bateau, "*en situation difficile*". Les **189 survivants**, parmi lesquels une seule femme, ont alors pu être secourus. Parmi ces rescapés se trouvaient 11 migrants dans un "*état critique*". Après le débarquement au port de Dakhla, ces derniers ont été transférés à l'hôpital Hassan II de la ville. Les cinq dépouilles y ont également été amenées. Tard dans la nuit du dimanche 6 août 2023, **36 Sénégalais sont parvenus à rejoindre**, par leurs propres moyens, l'île d'El Hierro, l'une des plus petites de l'archipel des **Canaries** et la moins peuplée. Deux mineurs se trouvaient parmi ce groupe qui a débarqué au port de La Restinga, dans la commune d'El Pinar. Les exilés ont été pris en charge à l'arrivée par les dispositifs de santé tenus par les services d'urgence et la Croix-Rouge. Trois personnes, blessées, ont été hospitalisées. Il s'agit, selon les autorités espagnoles, du troisième bateau arrivé en une semaine à El Hierro, en plus de deux autres à Tenerife pour un total de 237 personnes.

SOUDAN

Depuis près de quatre mois, des combats opposent les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) à l'armée régulière. Selon les derniers chiffres hebdomadaires publiés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le conflit a conduit **1 017 449 personnes à partir du Soudan vers les pays voisins**, et a fait **déplacer 3 433 025 autres à l'intérieur du pays**. Lundi 14 août 2023, des affrontements ont eu lieu dans différents quartiers de Khartoum et dans une région du Darfour, ont rapporté des habitants de ce pays d'Afrique de l'Est. Des "*frappes aériennes intenses et de fortes explosions*" ont retenti dans la capitale, selon ces habitants. Au Darfour-Sud, des habitants se sont de nouveau réveillés lundi "*au son des tirs d'artillerie et continuent de fuir la ville*", attaquée par des paramilitaires. "**Environ 20 000 personnes ont été déplacées par les violences**" qui frappent Nyala depuis quelques jours, selon le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), qui précise que l'acheminement de l'aide est "*entravé*". "*En dépit des difficultés d'accès à l'hôpital de Nyala à cause des bombardements, nous avons reçu dimanche 66 blessés dont six sont décédés*". La communauté internationale "*n'a aucune excuse*" pour son retard à soulager les souffrances de la **population soudanaise, victime depuis quatre mois** d'un conflit entre groupes armés, affirment mardi 15 août 2023, des dirigeants de grandes organisations humanitaires. Les femmes sont particulièrement touchées, victimes de violences et de viols perpétrés par les combattants et privées d'une aide psychologique et médicale adéquate, ont souligné des porte-parole des agences lors d'un point à Genève. "*Nos appels humanitaires peuvent aider quelque 19 millions de personnes au Soudan et dans les pays voisins. Cependant, les deux appels sont financés à un peu plus de 27 %. Veuillez changer cela*", réclament ces dirigeants, parmi lesquels les patrons des grandes agences onusiennes ou privées Save the Children et CARE. L'ONU a lancé deux appels, l'un pour financer l'aide au sein du pays à hauteur de 2,57 milliards de dollars, et l'autre destiné aux réfugiés qui ont fui le Soudan à hauteur de 566,4 millions de dollars. Le premier est financé à seulement 25,4 %. Le second, à 31%.

<https://www.france24.com/fr/afrique/20230815-plus-d-un-million-de-personnes-ont-fui-le-soudan-en-raison-du-conflit-indique-l-oim>

TUNISIE

Dix nouveaux corps de migrants, probablement morts noyés, ont été retrouvés durant le week-end sur une plage au nord de Sfax, a indiqué dimanche 6 août 2023 la Garde nationale tunisienne. Les victimes seraient des "**ressortissants d'Afrique subsaharienne**". Le tribunal de Sfax a eu connaissance de la découverte de "huit cadavres, apparemment tous des Africains subsahariens, mais des analyses et prélèvements sont en cours pour les identifier". Les corps ont été "*trouvés entre vendredi et samedi*" au moment d'orages intenses et de rafales de vent lors desquels l'embarcation où ils se trouvaient a pu faire naufrage, a expliqué le porte-parole. Les victimes peuvent aussi être parties d'un autre endroit au sud de Sfax, comme Mahdia ou Zarzis. Dimanche, 4 personnes étaient mortes et 51 autres portées disparues après le naufrage d'une embarcation près des îles Kerkennah, situées en face de Sfax.

Selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR), depuis le début de l'année, près de 90 000 migrants sont arrivés en Italie, en provenance de Tunisie et de Libye. Un record : c'est un peu plus du double de 2022 sur la même période. On compte plus de 20 000 morts depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur la méditerranée centrale.

Quelque **200 boulangers-pâtisseries tunisiens ont participé à un premier sit-in** lundi 7 août 2023. Le premier acte d'une série de mobilisations pour dénoncer une décision de l'État privant ces artisans de farine subventionnée et **menaçant l'existence-même de 1 500 commerces**. Alors que le pain est incontournable dans l'alimentation tunisienne traditionnelle. Le président a dénoncé récemment une spéculation sur la farine subventionnée, le ministère du Commerce a interdit le 1er août 2023 à 1 500 boulangeries dites "modernes", employant 18 000 salariés, d'en acheter. Peu après la révolution de 2011, ces boulangeries, des magasins de commerce libre, avaient été autorisées à acheter régulièrement certains quotas de farine subventionnée. "*Nous faisons un sit-in parce qu'on nous interdit d'exercer notre activité ordinaire qui est la production de baguette*", a dénoncé le président du Groupement des boulangeries modernes qui a annoncé d'autres sit-in dans les semaines à venir. "*Ces gens n'exercent plus leur activité depuis une semaine*", a-t-il ajouté, entouré de manifestants avec des pancartes disant: "*du pain, de la liberté, de la dignité nationale*", "*des milliers d'employés seront licenciés*". "*Nous nous trouvons sans revenu, 1 500 boulangeries sont fermées, qui emploient 6 à 7 ouvriers chacune*", des artisans pourraient finir en "*prison*" faute de payer leurs loyers et crédits. À côté de la baguette subventionnée, comme produit d'appel, les "*boulangeries modernes*" proposent d'autres types de pain et des pâtisseries, en partie fabriqués à partir de farine subventionnée, ce qui leur permet de pratiquer des prix modérés. Mais ces derniers mois, le réseau officiel et distinct **des 3 737 boulangeries vendant la baguette subventionnée** à 190 millimes (0,06 centimes d'euros, un prix dérisoire inchangé depuis 1984) manque de farine, et des queues se forment dès l'aube devant les portes de ces "*points chauds*". Redoutant une colère populaire, le président a dénoncé le 27 juillet 2023 l'utilisation de farine subventionnée par les boulangeries "*non classées*" (non subventionnées). "*C'est fini, aujourd'hui, pour ceux qui veulent vendre du pain non classé. Des mesures doivent être prises pour fournir du pain à tous les Tunisiens*", a-t-il lancé dans une vidéo. Pourtant, selon divers économistes, cette "*crise du pain*" est en réalité liée à une insuffisance d'approvisionnement du marché en farine subventionnée par l'Etat. Dans une économie bâtie sur les bas salaires (le salaire minimum est de 480 dinars, soit 140 euros), l'Etat centralise depuis les années 70 les achats de produits de base pour les réinjecter sur le marché à bas prix. Très endetté (80 % du PIB), il est toutefois à court de liquidités et les fournisseurs veulent être payés à l'avance, ce qui l'oblige à étaler ses approvisionnements, selon les experts. "*C'est l'État qui n'a pas acheté assez de céréales, il n'y a donc pas assez de farine, et donc de pain, à cause d'une crise des finances publiques qu'il n'avoue pas*", a expliqué un économiste. Dans sa vidéo, le président a évoqué "*un pain pour les riches*" qui serait vendu par les boulangeries modernes et "*un pain pour les pauvres*". "*Ce n'est pas en imposant un prix unique pour le pain que le problème sera résolu*". Le sujet est sensible en Tunisie où des émeutes du pain - après un doublement du prix du jour au lendemain avaient fait plus de 150 morts en 1983-1984. Une jeune boulangère, dont l'entreprise artisanale emploie une trentaine de

personnes a apostrophé le chef de l'État sur Facebook, dénonçant "*un discours haineux qui monte les Tunisiens les uns contre les autres*" et "*une mauvaise compréhension de la situation*". "*Nous ne sommes pas des riches*", a-t-elle lancé à l'adresse du Président, soulignant être une diplômée de l'enseignement supérieur au chômage, qui a créé sa propre entreprise avec des proches et prend très peu de repos. "*Vous parlez de riches et de pauvres, pour nous diviser et nous affamer ! Je suis prête à aller en prison en défendant mes droits*", a-t-elle ajouté.

Plus d'un mois après le début des rafles et expulsions de migrants subsahariens en Tunisie, un groupe **de 47 d'exilés** (guinéens, sénégalais, maliens, burkinabais et gambiens), **dont trois femmes et une fillette de 4 ans, sont retenus prisonniers dans un lycée de Kebili**, au centre du pays, depuis un mois. Ils espèrent pouvoir quitter l'établissement rapidement. Les exilés ont alerté par des vidéos sur Tik Tok. "*Personne ne nous dit rien, on ne sait pas ce qu'il se passe*", assure un Camerounais de 31 ans, originaire de Douala. Arrêtés à Sfax début juillet, ils ont d'abord été abandonnés dans le désert, à la frontière libyenne, pendant plusieurs jours. Face à la pression médiatique et humanitaire, ils ont été rapatriés en bus à Kebili, à 300 km à l'ouest. Certains des exilés détenus vivaient en Tunisie en toute légalité avant leur arrestation. Telle une étudiante guinéenne de 23 ans qui disposait d'un visa étudiant. "*Je suis très inquiète*, indique sa mère. *Je ne savais pas que la Tunisie était violente comme ça. Je ne dors plus depuis un mois, je ne fais que regarder les informations télévisées sur la Tunisie.*" . Un des migrants s'indigne auprès d'un garde tunisien : "*Nous, on est des étudiants*". Les mouvements sont très restreints dans l'enceinte du lycée. Le bâtiment est gardé nuit et jour par des hommes armés. Grâce à des vidéos prises par des détenus, on peut les identifier comme des membres de la garde nationale tunisienne, en raison de l'insigne brodé sur leur uniforme. Contacté, leur porte-parole n'a pas encore répondu aux sollicitations. "*On n'a pas le droit de se balader dans la cour. On leur a demandé si on était en prison, car nous ne sommes pas à l'aise. Quand on essaye de sortir, ils disent qu'on n'a pas le droit. Même quand on demande la permission d'aller acheter des produits dans une boutique, on nous dit que c'est interdit*". Il y a trois semaines, un jeune homme a essayé de s'enfuir mais a été rattrapé par la garde tunisienne : "*On a compris que ça ne valait pas la peine de fuir. Les citoyens nous repèrent dans la rue et nous dénoncent immédiatement. Et puis la soif nous rattrape rapidement*". Le 11 juillet 2023, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) s'est plainte du sort réservé à une centaine de migrants hébergés dans un bâtiment public de Ben Gardane, dans le sud-est du pays. "*Les syndicats de l'éducation de la région de Ben Gardane refusent d'héberger 121 migrants non légaux dans l'Institut*" de la ville, écrit le puissant syndicat. Un autre groupe d'une cinquantaine de subsahariens a été logé pendant plusieurs semaines à Remada, dans le gouvernorat de Tataouine. Arrivé légalement en Tunisie il y a cinq ans, un réfugié a fait une demande d'asile qui a été rejetée. À l'entendre, sa situation administrative irrégulière n'a jamais posé problème jusqu'en juillet dernier. La violence envers les exilés s'est intensifiée à la suite de la nuit du 3 au 4 juillet 2023 lors de laquelle un tunisien a été poignardé à mort par des migrants. Ce fait divers a mis le feu aux poudres entre la population locale et les exilés. Ce même soir, il est expulsé avec plusieurs centaines de migrants dans le désert, à la frontière libyenne. Pendant huit jours, il est abandonné avec ses congénères sans pouvoir revenir côté tunisien, ni franchir la frontière libyenne. Dans cette zone, à l'abri des caméras, les migrants ont été victimes de nombreuses violences : leurs papiers d'identité ont été déchirés, leur argent volé, certains ont été battus, tandis que des femmes ont subi des violences sexuelles. En essayant de dissuader des militaires tunisiens qui tentaient de s'en prendre à elles, il a reçu plusieurs coups de matraque au niveau de la cheville. "*Des gardes ont essayé de violer des femmes devant nous, on a essayé de les protéger. Quand t'essayes de les protéger tu reçois des coups de matraque. Ils ont même frappé les femmes enceintes*", témoigne le jeune homme qui dit n'avoir plus que son short et ses chaussures comme propriété personnelle. Les migrants déplorent les conditions de vie dans "l'internat" : "*On ne mange pas bien. Le Croissant rouge nous apporte des produits expirés, l'eau n'est pas bonne. Il y a des personnes qui sont tombées malades, qui n'ont pas de vêtements ni de chaussures. Moi-même je ne suis pas allé aux toilettes depuis trois jours*". En outre, une des femmes du groupe serait diabétique, selon des résidents

du lycée. Dans une vidéo, on voit une ambulance stationner devant le lycée. D'après Yvan-François, cette migrante a vu son état de santé se détériorer en l'absence de traitement médical : "Ses doigts et ses pieds ont commencé à gonfler, mais les gardes ont refusé de l'emmener à l'hôpital, on a dû faire une grève de la faim pendant 2 jours jusqu'à ce qu'ils acceptent. Elle va mieux depuis qu'elle est rentrée de l'hôpital". Sollicités à plusieurs reprises, les responsables nationaux et locaux du Croissant rouge tunisien n'ont pas répondu à nos questions. Après un mois enfermé à Kebili, le camerounais n'a aucune idée de ce qui l'attend dans les prochaines semaines. *"Si demain on est libéré, vu la situation de ce pays, je suis dépassé, je ne sais plus où aller. La seule personne que je connais ici, c'est mon ancien patron à Tunis. Je serai obligé de remonter le voir"*, raconte celui qui travaillait jusqu'à juillet comme peintre dans un centre commercial à l'entrée de Sfax. Selon lui, un général de la Garde nationale tunisienne s'est présenté au lycée en début de semaine et a laissé entendre que la situation pourrait évoluer dans les prochains jours. Mercredi 9 août, 43 migrants qui étaient logés depuis un mois dans un lycée de Remada ont été transférés vers deux centres d'accueil relevant de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Depuis l'accord de jeudi 10 août 2023, les migrants du lycée Ibn al-Jazzar pourraient voir leur situation évoluer rapidement. Reste à savoir dans quel état psychologique ils quitteront les lieux et s'ils pourront reprendre leur vie en Tunisie

Vendredi 12 août 2023, une embarcation a fait naufrage « à 2 h 00 à 120 mètres de la plage » de Gabès avec 20 passagers de nationalité tunisienne. Les autorités locales ont indiqué **que deux personnes, dont un bébé, ont péri** tandis que **cinq autres sont portées disparus. 13 personnes ont été sauvées**. L'embarcation venait de sortir de Gabès quand les occupants ont vu un chalutier qu'ils ont pris pour un bateau de la garde nationale. Ils ont alors cherché à faire demi-tour, selon des témoignages de pêcheurs. Ils ont fait une fausse manœuvre et le bateau s'est retourné, le bébé restant coincé dans les filets sur le pont, selon ces témoins. Les opérations de recherche pour trouver les passagers manquants, sont en cours dans le Golfe de Gabès, caractérisé par de forts courants marins. Une enquête a été ouverte par le tribunal de Gabès pour « déterminer les circonstances du drame ».

<https://www.ouest-france.fr/monde/tunisie/tunisie-au-moins-deux-morts-et-cinq-personnes-portees-disparues-dans-un-naufrage-au-large-de-gabes-38905fca-390c-11ee-a804-f8c74afc6473>